

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

### LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française .. 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél : 37-18 — LOME.	La ligne ..... 80 frs minimum ..... 250 frs
Ordinaire .....	1.300 frs 800 frs		
Avion .....	3.300 frs 1.700 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 an 6 mois		
Ordinaire .....	1.600 frs 900 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Avion .....	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro			
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs			
Par porteur ou par poste :			
Togo, France et autres Pays			
d'expression française ..... 90 frs			
Etranger : Port en sus.			

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

1971

11 janv. — Décret n° 71-8 portant approbation du budget additionnel de la commune d'Atakpamé exercice 1970 .....	72
11 janv. — Décret n° 71-9 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1969 .....	72
11 janv. — Décret n° 71-10 portant approbation du compte administratif de l'exercice 1969 de la commune d'Atakpamé .....	72
23 janv. — Décret n° 71-11 nommant M. Segbeaya Louis, magistrat du 2 <sup>e</sup> grade 1 <sup>er</sup> échelon — procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé .....	72
23 janv. — Décret n° 71-12 nommant M. Apedo Laclé Emmanuel, magistrat du 3 <sup>e</sup> grade 4 <sup>e</sup> échelon — président par intérim du tribunal de droit moderne de Lomé .....	72
25 janv. — Décret n° 71-13 attribuant une augmentation de salaire .....	70
25 janv. — Décret n° 71-14 modifiant les décrets n°s 63-139 du 31 octobre 1963 et 61-25 du 16 mars 1961 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise .....	70

#### ARRETES ET DECISIONS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1971

19 janv. — Arrêté n° 12-PR chargeant le ministre de l'éducation nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des affaires étrangères .....	73
--	----

25 jan. — Arrêté n° 16-PR/MCIT/BCE interdisant provisoirement l'exportation de farine de manioc et suspendant les droits d'entrée sur ce produit .....	72
25 janv. — Arrêté n° 22-PR/MFP fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée .....	72
Arrêtés portant renouvellement, transfert, suppression et attribution de bourses d'études supérieures et octroi de secours scolaires .....	73

##### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1971

5 janv. — Arrêté n° 7-PR/MDN portant création de la musique principale des forces armées togolaises .....	75
5 janv. — Arrêté n° 8-PR/MDN portant dissolution de la compagnie d'infanterie, formant la garnison de Lama-Kara et création du 3 <sup>e</sup> bataillon commando du 1 <sup>er</sup> Régiment Interarmes Togolais .....	76

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1971

15 janv. — Arrêté n° 1-INT/APA autorisant la mission catholique de Tado à organiser une tombola au profit des œuvres sociales .....	76
15 janv. — Arrêté n° 2-INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari .....	77
15 janv. — Arrêté n° 3-INT/STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sotouboua, Sokodé, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango .....	77
15 janv. — Arrêté n° 4-INT/APA agréant les membres du conseil d'administration chargé de la gestion des biens de la congrégation des sœurs missionnaires de Notre-Dame des Apôtres du Togo .....	77
18 janv. — Arrêté n° 7-INTS-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1970 .....	77
18 janv. — Arrêté n° 8-INT/STCS portant annulation et ouvertures de crédits au budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1970 .....	77

18 janv. — Arrêté n° 9-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1970 .... 77

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX  
Décisions portant nomination et passage automatique d'échelon ..... 77

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN  
1971

11 janv. — Arrêté interministériel n° 2-MFEP/MAE portant délégation de signature ..... 77

16 janv. — Arrêté n° 3-MFEP/MF/CR portant concession d'une pension militaire à M. Amelele Zakari ..... 77

16 janv. — Arrêté n° 4-MFEP/MF/CR portant révision de pensions des ayants-cause de M. Tamegnon Polycarpe ..... 78

16 janv. — Arrêté n° 5-MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Djafalo Yacoubou ..... 78

16 janv. — Décision n° 40-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme à la maison d'Afrique à Paris ..... 78

26 janv. — Décision n° 59-MFEP-F portant autorisation de versement d'une somme dans les écritures du trésorier-payeur ..... 78

27 janv. — Décision n° 65-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut d'études supérieures des techniques d'organisation à Paris ..... 79

27 janv. — Décision n° 66-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme aux stagiaires togolais à l'institut international d'administration publique à Paris ..... 79

27 janv. — Décision n° 67-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat administratif du colloque international sur l'espace et la communication à Paris ..... 79

Arrêtés et décisions portant nomination, intérim, affectation, octroi d'allocations scolaires et approbation de rôles ..... 79

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
Arrêté portant nomination ..... 80

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, reclassement, passages automatiques d'échelon, engagements, classement, changement de corps, mise en disponibilité, affectation ..... 80

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS  
Décision portant nomination ..... 85

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE  
Arrêté portant désignation d'un membre du conseil d'administration de l'office national togolais de la pharmacie (TOGOPHARMA) ..... 85

## DIVERS

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS  
1971

19 janv. — Arrêté n° 2-MTP-TP-AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité Tsisan Dazie, sis à Lomé-Tokoin (Agbakodomé) ..... 85

19 janv. — Arrêté n° 3-MTP-TP-AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant aux sieurs Donkor Célestin — TT 1763, Amenouvor Henri — TT 1648, Freitas Paul — TT 1472, Sanvee Josiah, Akpable Alphonse — TT 1471, héritiers Adjetei Joseph — RT 6306, sis à Lomé-Tokoin-centre (Wuiti) ..... 85

ACTE CONJOINT DES GOUVERNEMENTS DU TOGO  
ET DU DAHOMEY

1971  
15 janv. — Acte n° 1 portant organisation de l'examen du baccalauréat de l'enseignement du second degré — Session des juin et septembre 1971 ..... 85

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture d'équipement de laboratoire et de logement, de matériel vétérinaire, et la fourniture de produits pharmaceutiques à usage vétérinaire) ..... 8

Avis d'appel d'offres (Fourniture d'équipement et d'outillage pour deux hangars ateliers dans les SORAD Centrale et des Plateaux) ..... 9

Avis d'appel d'offres (Fourniture d'équipement pour le logement d'un expert en recherche agronomique) ..... 9

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

DECRET N° 71-13 du 25-1-71 attribuant une augmentation de salaire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967,

#### DECRETE :

Article premier — A compter du 1er janvier 1971, le salaire de base des agents de l'Etat, des collectivités secondaires, des entreprises publiques et des entreprises privées est augmenté de dix pour cent (10 %).

La mesure est étendue au personnel servant dans les représentations diplomatiques accréditées au Togo.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 janvier 1971  
Général E. Eyadéma

DECRET N° 71-14 du 25-1-71 modifiant les décrets n°s 63-139 du 31 octobre 1963 et 61-25 du 16 mars 1961 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 63-139 du 31 octobre 1963 modifiant le décret n° 61-25 du 16 mars 1961 ;

Vu le décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 attribuant une augmentation de salaire,

#### DECRETE :

Article premier — A compter du 1er janvier 1971, la valeur annuelle du point d'indice de la solde de base est portée de 408,40 à 449,24 francs.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 25 janvier 1971  
Général E. Eyadéma

## BAREME DE SOLDE

applicable à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1971 suivant décret N° 71-14 du 25 janvier 1971.

Valeur indiciaire 449,24

Indices	S.B.B.A.	Ret. Pens. Ann. 6 %	S.B.N.A.	Ind. Suj. Ann. 20 %	S.B.B.M.	Ret. Pens. mens. 6 %	S.B.N.M.	Ind. Suj. mens. 20 %
200	89.848	5.390	84.458	17.969	7.487	449	7.038	1.497
215	96.587	5.795	90.792	19.317	8.048	482	7.566	1.609
230	103.325	6.199	97.126	20.665	8.610	516	8.094	1.722
245	110.064	6.603	103.461	22.012	9.172	550	8.622	1.834
260	116.802	7.008	109.794	23.360	9.733	584	9.149	1.946
270	121.295	7.277	114.018	24.259	10.107	606	9.501	2.021
275	123.541	7.412	116.129	24.708	10.295	617	9.678	2.059
290	130.280	7.816	122.464	26.056	10.856	651	10.205	2.171
300	134.772	8.086	126.686	26.954	11.231	673	10.558	2.246
305	137.018	8.221	128.797	27.403	11.418	685	10.733	2.283
310	139.264	8.355	130.909	27.852	11.605	696	10.909	2.321
315	141.511	8.490	133.021	28.302	11.792	707	11.085	2.358
320	143.757	8.625	135.132	28.751	11.979	718	11.261	2.395
325	146.003	8.760	137.243	29.200	12.166	730	11.436	2.433
330	148.249	8.894	139.355	29.649	12.354	741	11.613	2.470
335	150.495	9.029	141.466	30.099	12.541	752	11.789	2.508
350	157.234	9.434	147.800	31.446	13.102	786	12.316	2.620
360	161.726	9.703	152.023	32.345	13.477	808	12.669	2.695
380	170.711	10.242	160.469	34.142	14.225	853	13.372	2.845
390	175.204	10.512	164.692	35.040	14.600	876	13.724	2.920
395	177.450	10.647	166.803	35.490	14.787	887	13.900	2.957
420	188.681	11.320	177.361	37.736	15.723	943	14.780	3.144
430	193.173	11.590	181.583	38.634	16.097	965	15.132	3.219
450	202.158	12.129	190.029	40.431	16.846	1.010	15.836	3.369
455	204.404	12.264	192.140	40.880	17.033	1.022	16.011	3.406
470	211.143	12.668	198.475	42.228	17.595	1.055	16.540	3.519
495	222.374	13.342	209.032	44.474	18.531	1.111	17.420	3.706
500	224.620	13.477	211.143	44.924	18.718	1.123	17.595	3.743
510	229.112	13.746	215.366	45.822	19.092	1.145	17.947	3.818
535	240.343	14.420	225.923	48.068	20.028	1.201	18.827	4.005
550	247.082	14.824	232.258	49.416	20.690	1.235	19.355	4.118
575	258.313	15.498	242.815	51.662	21.526	1.291	20.235	4.305
590	265.052	15.903	249.149	53.010	22.087	1.325	20.762	4.417
600	269.544	16.172	253.372	53.908	22.462	1.347	21.115	4.492
630	283.021	16.981	266.040	56.604	23.585	1.415	22.170	4.717
650	292.006	17.520	274.486	58.401	24.333	1.460	22.873	4.866
670	300.990	18.059	282.931	60.198	25.082	1.504	23.578	5.016
700	314.468	18.868	295.600	62.893	26.205	1.572	24.633	5.241
750	336.930	20.215	316.715	67.386	28.077	1.684	26.393	5.615
760	341.422	20.485	320.937	68.284	28.451	1.707	26.744	5.690
800	359.392	21.563	337.829	71.878	29.949	1.796	28.153	5.989
820	368.377	22.102	346.274	73.675	30.698	1.841	28.857	6.139
850	381.854	22.911	358.943	76.370	31.821	1.909	29.912	6.384
880	395.331	23.719	371.612	79.066	32.944	1.976	30.968	6.588
900	404.316	24.258	380.058	80.863	33.693	2.021	31.672	6.738
940	422.286	25.337	396.949	84.457	35.190	2.111	33.079	7.038
950	426.778	25.606	401.172	85.355	35.564	2.133	33.431	7.112
1000	449.240	26.954	422.286	89.848	37.436	2.246	35.190	7.187
1020	458.225	27.493	430.732	91.645	38.185	2.291	35.894	7.637
1050	471.702	28.302	443.400	94.340	39.308	2.358	36.950	7.861
1080	485.179	29.110	456.069	97.035	40.431	2.425	38.006	8.086
1100	494.164	29.649	464.515	98.832	41.180	2.470	38.710	8.236
1140	512.134	30.728	481.406	102.426	42.677	2.560	40.117	8.535
1150	516.626	30.997	485.629	103.325	43.052	2.583	40.469	8.610
1200	539.088	32.345	506.743	107.817	44.924	2.695	42.229	8.984
1220	548.073	32.884	515.189	109.614	45.672	2.740	42.932	9.134
1250	561.550	33.693	527.857	112.310	46.795	2.807	43.988	9.359
1280	575.027	34.501	540.526	115.005	47.918	2.875	45.043	9.583
1300	584.012	35.040	548.972	116.802	48.667	2.920	45.747	9.733
1340	601.981	36.118	565.863	120.396	50.165	3.009	47.156	10.033
1350	606.474	36.388	570.086	121.294	50.539	3.032	47.507	10.107
1400	628.936	37.736	591.200	125.787	52.411	3.144	49.267	10.482
1425	640.167	38.410	601.757	128.033	53.347	3.200	50.147	10.669
1450	651.398	39.083	612.315	130.279	54.283	3.256	51.027	10.856
1475	662.629	39.757	622.872	132.525	55.219	3.313	51.906	11.043
1500	673.860	40.431	633.429	134.772	56.155	3.369	52.786	11.231
1550	696.322	41.779	654.543	139.264	58.026	3.481	54.545	11.605
1575	707.553	42.453	665.100	141.510	58.962	3.537	55.425	11.792
1600	718.784	43.127	675.657	143.756	59.898	3.593	56.305	11.979
1625	730.015	43.800	686.215	146.003	60.834	3.650	57.184	12.166
1650	741.246	44.474	696.772	148.249	61.770	3.706	58.064	12.354
1675	752.477	45.148	707.329	150.495	62.706	3.762	58.944	12.541
1700	763.708	45.822	717.886	152.741	63.642	3.818	59.824	12.728
1750	786.170	47.170	739.000	157.234	65.514	3.930	61.584	13.102
1775	797.401	47.844	749.557	159.480	66.450	3.987	62.463	13.290
1800	808.632	48.517	760.115	161.726	67.386	4.043	63.343	13.477
1900	853.556	51.213	802.343	170.711	71.129	4.267	66.862	14.225
1925	864.787	51.887	812.900	172.957	72.065	4.323	67.742	14.413
1950	876.018	52.561	823.457	175.203	73.001	4.380	68.621	14.600
2.000	898.480	53.908	844.572	179.696	74.873	4.492	70.381	14.974
2.050	920.942	55.256	865.686	184.188	76.745	4.604	72.141	15.349
2.075	932.173	55.930	876.243	186.434	77.681	4.660	73.020	15.536
2.100	943.404	56.604	886.800	188.680	78.617	4.717	73.900	15.723
2.200	988.328	59.299	929.029	197.665	82.360	4.941	77.419	16.472
2.324	1.044.483	62.668	981.815	208.896	87.040	5.222	81.818	17.408
2.350	1.065.714	63.342	992.372	211.142	87.976	5.278	82.698	17.595
2.500	1.123.100	67.386	1.055.714	224.620	93.591	5.615	87.976	18.718
2.650	1.190.486	71.429	1.119.057	238.097	99.207	5.952	93.255	19.841
2.800	1.257.872	75.472	1.182.400	251.574	104.822	6.289	98.533	20.964
3.000	1.347.720	80.863	1.266.857	269.544	112.310	6.738	105.572	22.462
3.500	1.572.340	94.340	1.478.000	314.468	131.028	7.861	123.167	26.205

### Approbation de budget additionnel et de comptes administratifs

Décret n° 71-8 du 11-1-71 — Le budget additionnel de la commune d'Atakpamé, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quatre millions huit cent six mille neuf cent soixante douze (4.806.972) francs.

Décret n° 71-9 du 11-1-71 — Le compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix neuf millions six cent quatre vingt cinq mille cinq cent quarante quatre (19.685.544) francs ;

En dépenses à la somme de dix sept millions cinq cent soixante trois mille cent quatre vingts (17.563.180) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de deux millions cent vingt deux mille trois cent soixante quatre (2.122.364) francs qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à trois millions trois cent cinquante cinq mille cent trente trois (3.355.133) francs.

Décret n° 71-10 du 11-1-71 — Le compte administratif de la commune d'Atakpamé, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix sept millions sept cent cinquante huit mille trois cent quarante quatre (17.758.344) francs ;

En dépenses à la somme de quatorze millions sept cent vingt six mille cent trente et un (14.726.131) francs, laissant apparaître un excédent de recettes de trois millions trente deux mille deux cent treize (3.032.213) francs qui sera reporté au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à trois millions deux cent quatre vingt dix huit mille six cent vingt (3.298.620) francs.

### Nominations

Décret n° 71-11 du 23-1-71 — Est et demeure rapporté le décret n° 66-126 du 1er août 1966 portant nomination du procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.

M. Ségbéaya Louis, magistrat du 2e grade 1er échelon est nommé procureur de la République près le tribunal de droit moderne de première instance de Lomé.

Décret n° 71-12 du 23-1-71 — Est et demeure rapporté le décret n° 67-41 du 15 février 1967 portant nomination d'un président du tribunal de droit moderne de Lomé.

M. Apédo Laci Emmanuel, magistrat du 3e grade 4e échelon, précédemment juge de la section de Sokodé est nommé président par intérim du tribunal de droit moderne de Lomé.

### ARRETES ET DECISIONS

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 16/PR/MCIT/BCE du 25-1-71 interdisant provisoirement l'exportation de farine de manioc et suspendant les droits d'entrée sur ce produit.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 611-50 du 29 juillet 1960 réglementant la sortie hors du Togo des produits, marchandises, denrées et objets de toute nature ;

Vu l'arrêté n° 125-PM.MICEP du 2 juin 1959 autorisant la sortie hors du Togo des maïs, mil, farine de maïs, riz et ignames ;

Vu l'arrêté n° 158-PR-MCITP-BCI du 30 octobre 1968 interdisant provisoirement l'exportation de maïs, farine de maïs, mil, haricot et d'igname et suspendant les droits d'entrée sur ces produits

Sur proposition du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme,

### ARRETE :

Article premier — Toute sortie du territoire de la République togolaise de farine de manioc est interdite jusqu'à nouvel ordre. Cette interdiction s'applique également aux charges individuelles de ce produit dépassant cinq kilogrammes.

Art. 2. — L'application du droit fiscal d'entrée frappant actuellement ce produit est suspendue jusqu'à nouvel ordre.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions douanières prévues en matière d'exportation en contrebande.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, de l'économie et du plan et ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté sera rendu immédiatement exécutoire par voie d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives, PTT et postes des douanes, publié au *Journal officiel* et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse et de radio.

Lomé, le 25 janvier 1971

Général E. Eyadéma

ARRETE N° 22/PR-MFP du 25-1-71 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'Outre-Mer ;

Vu l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 septembre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective et de l'accord collectif du 9 novembre 1946 en vigueur dans le secteur privé à agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 708-55-ITLS du 12 août 1955 modifiant et complétant l'arrêté n° 852-54-ITLS du 7 septembre 1954 ;

Vu l'arrêté n° 205-PR-MTAS-FP du 2 novembre 1963 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu le décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 attribuant une augmentation de salaire,

### ARRETE :

Article premier. — Le barème des salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée est fixé comme suit, à compter du 1er janvier 1971 :

#### Première catégorie

Echelle A .....	9.017
Echelle B .....	9.468
Echelle C .....	9.920
Echelle D .....	10.371
Hors échelle .....	10.574

#### Deuxième catégorie

Echelle A .....	10.574
Echelle B .....	11.072
Echelle C .....	11.666
Echelle D .....	12.248
Hors échelle .....	12.795

*Troisième catégorie*

Echelle A .....	12.795
Echelle B .....	13.341
Echelle C .....	13.923
Echelle D .....	14.494
Hors échelle .....	14.802

*Quatrième catégorie*

Echelle A .....	14.802
Echelle B .....	15.230
Echelle C .....	15.943
Echelle D .....	16.656
Hors échelle .....	16.930

*Cinquième catégorie*

Echelle A .....	16.930
Echelle B .....	18.177
Echelle C .....	20.267
Echelle D .....	22.370
Hors échelle .....	22.643

*Sixième catégorie*

Echelle A .....	22.643
Echelle B .....	24.009
Echelle C .....	26.077
Echelle D .....	28.820
Hors échelle .....	31.185
Hors catégorie .....	31.185

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1971

Général E. Eyadéma

**Intérim**

Arrêté n° 12-PR du 19-1-71 — Pendant l'absence de M. Joachim Hunlédé, ministre des affaires étrangères, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Benoît Malou, ministre de l'éducation nationale.

**Bourses**

Arrêté n° 10-PR-MEN du 15-1-71 — Est renouvelée pour l'année scolaire 1970-1971 la bourse d'études supérieures précédemment attribuée aux étudiants togolais des Universités du Bénin et du Dahomey et dont les noms suivent :

**ECOLE DES LETTRES LOMÉ :***Bourses togolaises*

Adade Corneille	Kitissou Marcel-Ildéphonse
Agudze Komi Bernard	Kolagbe Koami Désiré
Amegbleame Agbeko Simon	Koumassi A. Emmanuel
Anko Martin	Kpadenou Silété Maurice
Anthony Kodzovi Robinson	Kuakuivi Messan Paulin Louis
Anthony Kwaku Wilson	Latzoo Isidore Magnus
Assemboni Yawo Théophile	Latzoo Marcellin
Assogba N'Soua Victor	Nubukpo Fidèle Komlan
Aya Kwami Gottlieb	Nyame Jean Berchmans Titus
Bansah Kodjovi Hope	Péré Amouzou Alexis
Byll Cataria Joseph	Sanvee René Mathieu
Codjo Dema Marcus	De Souza Emmanuel Marie
Dagadou Koffi	De Souza Ayao Pius
Degboe Etienne Lazare	Talounga Hada Sébastien
Eho Sylvain Victor	Woamékpo Kodjovi Valetin
Ekue Jean	Yao Kossivi Clément
Esso Tiburce	Ezor Komi Nicolas
Kini Jean Sébastien	Fell Dovi

Gavlo Kossivi Pascal	Afeli Antoine
Germa Coawovi Godfried	Labitoko Kadjila Innocent
Gouna Ameyo Angèle	Quashie Charles Robert René
Goumedzoe Dodzi Caroline	Adjavon Komi Antoine
Houndjago Kpadé Jean	Alokpa Samuel
Zinsou Hounhouenou Nestor	Koudry Benoît.

**ECOLE DES SCIENCES PORTO-NOVO :***Bourses togolaises*

Ada Ruben	Kuegah Emmanuel Noël
Bayentin Y. Raymond	Lanzo Atsu Jean
Iyoh Cléophas	Modzinou Seth
Kouma Alassani	

*Bourses FAC*

Agbeko Luc	Kpodar Mensah Pascal
D'Almeida Ayaovi Modesto	Kouevi Ayité Antoine
Dorkenoo Ephrem Seth	Labah Kokou Henry
Hevor Kokou Tobias	Lawson Jackson Vincent
Kodjo-Yovo Timothée	Tay Kodjo Abalo.
Ekouhoho Attisso Kouassi	

Est renouvelée et transférée à l'Université du Bénin à Lomé la bourse d'études précédemment attribuée aux étudiants togolais de l'Ecole des Sciences Porto-Novo dont les noms suivent :

*Bourses togolaises*

Alomenou Akossiwaa Florence	Awaga Rosalie
Tazo Gbati Bernard	Clocuh Nicaise Jean-Marie
Agbagla Pierre Cyr	Gninofou Christian
Alfa Bernard	Kpadenou Kodjovi Vincent
D'Almeida Angelo Joseph	Tatounou S. Bruno
Amekudji Kodjo André	

*Bourses FAC*

Akpadjavi Ayewonou Benoît	Kunutsor Komlan Shelter
Ativon Luc	Mensah Foli Herman
Gblem Kwassi Siegfried	

La bourse d'études supérieures précédemment attribuée à chacun des étudiants togolais dont les noms suivent, est supprimée à compter de la rentrée scolaire 1970 — 1971.

**ECOLE DES LETTRES LOMÉ :***Bourses togolaises*

Akakpo Cathérine : transférée à l'Université de Dakar
Akouete Afoutou Georges : transférée à l'Université de Dakar
Anika Toussaint Togbé : transférée à l'Université de Dakar
Aziaha Yao Paul : transférée à l'Université de Dakar
Bilante Michel : transférée à l'Université de Dakar
Daketse Emmanuel : transférée à l'Université de Dakar
Fantohou Koffi Emmanuel : bénéficiaire d'une bourse canadienne.
Gaba Dorette Violette : transférée à Dakar
Gbikpi Jean Edoh
Kakou Courrier Noël : transférée à Dakar
Kouevindjin-Eppou Vincent :
Nyassogbo Kwami Gabriel : transférée à Dakar
Ocloo Adolphe Léontine : transférée en France
Quashie Kuami Nicolas : transférée à Abidjan
Sanvee Yvette Angélique : transférée à Dakar
Segbor Komlavi Gerson : transférée à Dakar
Tayawa Adrien : transféré à Dakar
Senayah David Benoni : transférée en France
Tchagbale Zakari (B.FAC) transférés en France



## ECOLE DES SCIENCES PORTO-NOVO

*Bourses togolaises*

Aghodjan-Prince Jémima (n'a pas rejoint l'établissement)  
 Ahodikpé Dédé Denise (n'a pas rejoint l'établissement)  
 Kwamivi Oscar: transféré en France (n'a pas rejoint l'établissement)  
 Lacle Gilbert Richard : (n'a pas rejoint l'établissement)  
 Lawson Anani Stanislas : (n'a pas rejoint l'établissement)  
 Doh Zokpo André : transférée à Abidjan

*Bourses FAC.*

Acakpo Akouété : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Apetoh Kodjo Innocent : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Ayité Mawoutodji : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Barkola Salifou : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Dobou Yawo Emile : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Kougnassouko Philippe : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Sonhayé A. Godefroid : bénéficiaire d'une bourse OMS  
 Tinankpa-Bouraima Abdoulaye Edouard : bénéficiaire d'une bourse OMS.

Une bourse d'études supérieures est accordée pour l'année scolaire 1970-1971 à chacun des élèves dont les noms suivent aux Universités du Bénin et du Dahomey :

*Bourses togolaises Lomé*

Adotévi Jonas Baltazar	Kpedzrokou Koffi Benjamin
Afokpa John-Bonito	Kuegah Cunégonde Jeanne
Afola Ahouéfavi Victoria	Kuwonou Edith Stella
Agossou Yao Espoir	Kwadjovie Ahlinba Victoire
d'Almeida Philippe	Lambony Djoka Jean-Charles
d'Almeida Afiavi Angèle	Lawson Boévi Alfred
Ama Komlan Martin	Lawson Latévi Pierre Floridor
Amla Kouami Emmanuel	Malm Georges
Amuzu Justine	Mikem Claude Marie-Pierre
Avougla Koffi Chrétien	Nutsua Emilia
Aweli K. Alfred	Ourso Meterwa Michel
Bakou Emmanuel	Sewonu A. Raphaël
Bandeira Monique T. Afiavi	Sitti Mawuna Basile
Dogbé Ayawo Messan Charles	Soulé Komi Innocent
Dosseh Messanh Jean	Suka Komla Emmanuel
Ekpé Prosper	Tété Christian
Fiawoo Ayawovi Sylvia	Tsidji Kossi Victor
Klu Yawo Jonathan	Zango Lalle Théophile
Klutse Joseph Didier	Alazi Gbandi Nicolas
Lawson Messan Emmanuel	Vovor Emmanuel
Messan Adjété Toussaint	Guenou Toussaint
Nyuiadzi Kodjo Antoine	Amegadjen Norbert
Tangaou Dadja Prosper	Wilson Adjocho Flora
Téko Mathieu Roger	Seshie Mabel Daisy
Tété Jacqueline	Abdoulaye Soulemana
Afangbom Georges	Acapovi Jean Apiti
Lawson Mensa Alexandre	Afidegnon Daniel
Dokoé Kodzo Wilson	Agbogbe Kokuvi Casimir
Bawa Moutarou	Ahodikpé Tété Martin
Djoua Yoma Narcisse	Amouzouvi Vladimir Philippe
d'Almeida Justin	Codjo Jean-Claude
Zato Aboulaye	Cudjoe Antoine Kouami
Adzomada Kossi Théodore	Divo Honoré Kouami
Ahadji Stéphane Marcus	Eble Joseph
Flagbo Komivi Jean	Folly Akossiwavi Francisca
Galley Yawo Grégoire	Fousséni Aboulaye
Gbonou Komlan Jean	Gozo Kodjo Michel
Hillah Ayité Prosper	Grey Codjo Adjoavi Virginia
Homawoo Koffi Georges César	Guedehoussou A. Alfred Venant
Issizaiwa Tchandia Jean-Pierre	Guénou Mathias
Karou Danlémé Sylvain	Hougbegnon Yao
Kodo Issa Albert	Kanekatoua Yao Patrice

Atayi Raymond-Charles	Lawson B. Emmanuel
Dovi-Akue Jean-Pierre Louis	Kadjaka Dalama
Etse Yawoutse Léonard	Amah Messan Pius
Fioklou Follivi Thomas	Amétépe Michel
Folly Emilienne Noélie	Lawson Latré Renée
Gnemagna K. M. Georges René	Kpeglo Anoumou Théodore
Kasem Lédé Léonard	Appeti Jean
Komlan Marie-Aimée	Gozan Seth
Sapa Kokou Jean Seth	Kégloh Emile
Semédo Komlan V. Augustin	Komlavi Vivien
Sikpa Komlan Ernest	Simlakwe Barana Grégoire
Anthony Stephan K. Godlieb	Toi Sessagoa Yohanne
Le Blond Casimir Louis	Mensah Domkpin Lucas
Sognigbe Bléoussan	Djoffon Blaise Millfort
Houngues Titus Léon	Louyah Seth
Samson Odou P. Ibouarjma	Tronou Kodjo Pascal
Kolani Lari Jérémie	Djabakou Edouard
Binoua Tena Justin	Fadikpe Isaac
Simpara N'Koué Thomas	Bakoma Dama Innocent
Adomayakor Constantin	Amédodji Vincent
Moukaila Issifou	Awlime Yao Basile
Zimaro Baoua	Kato Ayaovi Bruno
Folly Edoh Georges	Kuagbenou Joseph
Dorkenoo Michel	Gbeasor A. Louis

*Bourses togolaises Porto-Novo*

Adja Adji Pierre	Kadounta Bowa Jérémie
Blao Abossou Benjamin	

La dépense résultant du paiement des bourses togolaises imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 39, article paragraphe 5.

Les bourses FAC sont à la charge de la Mission d'Aide et Coopération.

Arrêté n° 13-PR-MEN du 21-1-71 — Une bourse de formation statistique est accordée pour l'année scolaire 1970-1971 à l'institut international de formation statistique de Yaoundé à chacun des candidats togolais admis dont les noms suivent :

Amaglo Mathieu  
 Agou Georges  
 Akueson Isidore  
 Giffa Djossou Cosme.

La dépense est imputable au budget général, exercice 197 chapitre 42, article 1 bis.

Arrêté n° 14-PR-MEN du 21-1-71 — Une bourse d'étud secondaires à Dakar est accordée pour l'année scolaire 1970-1971 à chacun des étudiants togolais dont les noms suivent :

Agbeshie S. Pascal, droit, bourse togolaise  
 Ali Napo, maîtrise, histo-géo. 3<sup>e</sup> cycle, bourse togolaise  
 Beguemi Toi Sylvain, DUES PC, bourse togolaise  
 Brassier Justine, médecine, bourse togolaise  
 De Medeiros Adolphe, droit, bourse togolaise  
 Moevi Powovi Marie, médecine, bourse togolaise

Le montant de la dépense sera mandaté par les finances l'université de Dakar au profit des bénéficiaires de la bourse.

La dépense est imputable au budget général, exercice 197 chapitre 41, article 1, paragraphe 7.

*Secours scolaires*

Arrêté n° 7-PR-MEN du 25-1-71 — Un secours scolaire de 50.000 CFA (cinquante mille cfa) soit 1.000 FF (mille francs français) est accordé en France pour l'année scolaire 1969-1970

à M. Davi Tété Bonaventure, étudiant togolais en sciences économiques, (s/c Mlle Nina Bruce 21, rue St Pome-Toulouse) pour lui permettre de poursuivre ses études.

Le montant de ce secours sera mandaté par les soins du service des finances au nom de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris — ccP Paris 90 61 41 pour l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 43, article 3.

Arrêté n° 21-PR-MEN du 25-1-71 — Un secours scolaire de 100.000 CFA (cent mille cfa) soit 2.000 FF (deux mille francs français) est accordé en France pour l'année scolaire 1970-1971 à M. Amehame Yao Honoré (25, rue de Thizy 69, Villefranche s/Saône), étudiant togolais à l'Institut des Etudes Economiques 15, Quai Claude Bernard 69 Lyon 7<sup>e</sup>, pour lui permettre de faire son stage d'aptitude à l'administration des entreprises.

Le montant de ce secours sera mandaté par les soins du service des finances au nom de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris — ccP Paris 90 61 41 pour l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 43, article 3.

## MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

*ARRETE N° 7-PR-MDN du 5-1-71 portant création de la musique principale des forces armées togolaises.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu les ordonnances n°s 15 du 14 avril 1967 et 18 du 4 août 1969 ;

Vu les lois n°s 63-7 du 17 juillet 1963 et 64-26 du 31 octobre 1964 ;

Vu le décret n° 65-46 du 16 mars 1965 modifiant l'échelonnement indiciaire de militaires de l'armée nationale togolaise et portant attribution d'indemnités particulières ;

Sur proposition du président de la République, ministre de la défense nationale,

### ARRETE

#### TITRE I

##### *Création d'une musique principale*

Article premier — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971, il est créé une musique principale des forces armées togolaises placée directement sous le commandement du chef d'Etat-Major des forces armées togolaises.

#### TITRE II

##### *Organisation*

Art. 2 — La musique principale des forces armées togolaises est composée d'une batterie-fanfare de trente cinq (35) exécutants (Clique du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais) et d'une harmonie de soixante cinq (65) musiciens (titulaires).

L'ensemble est dirigé par un chef de musique officier (ou sous-officier) qui dispose d'un sous-chef de musique et d'un tambour-major tous deux sous-officiers.

Il dispose en outre de plusieurs gradés d'encadrement répartis par groupe d'instruments et pupitres.

#### TITRE III

##### *Recrutement*

Art. 3 — Les personnels de la musique principale des forces armées togolaises sont recrutés sur concours parmi les « gendarmes ou militaires » et parmi les musiciens civils.

Art. 4 — Peuvent être admis comme stagiaires, les musiciens militaires ou gendarmes qui ont subi avec succès les épreuves du concours d'entrée.

Les candidats à ce concours doivent remplir les conditions suivantes :

Etre titulaire au minimum du C.E.P.E. ou justifier d'une instruction équivalente.

Art. 5 — Les candidats civils pour être admis en qualité de stagiaire doivent satisfaire aux conditions suivantes :

— Remplir les conditions exigées pour le recrutement dans les forces armées togolaises ;

— Etre titulaire du C.E.P.E. ou justifier d'une instruction équivalente ;

— Réussir au concours d'admission à la musique des forces armées togolaises ;

— Les candidats admis sont incorporés dans les forces armées togolaises au titre de la musique.

— Ils sont incorporés à la musique sous le régime du centre d'instruction après avoir reçu une formation militaire de base de six (6) mois.

Art. 6 — A l'issue de cette incorporation les élèves musiciens se présentent aux épreuves d'élèves-titulaires.

— En cas d'échec et sur avis conforme de la commission d'examen, les candidats non reçus peuvent être : soit rendus à la vie civile, soit admis à continuer ses services dans les F.A.T., soit admis en qualité d'élève musicien en vue de subir un deuxième examen.

— Les musiciens reçus sont nommés élèves-titulaires pour une durée d'un an à l'issue duquel ils subiront les épreuves du Brevet de Musicien, Tambour ou Clairon.

— Les candidats titulaires du Brevet de Musicien, Tambour ou Clairon sont nommés Titulaires à titre Définitif.

— En cas d'échec, ils devront effectuer une deuxième année en qualité d'élèves-titulaires et subir un autre examen de Titularisation.

— En cas de nouvel échec, les candidats sont : soit admis à continuer la carrière dans les FAT ou rendus à la vie civile.

Art. 7 — Les emplois de chef et de sous-chef ainsi que celui de tambour-major sont attribués après concours lorsque ces postes sont vacants.

Art. 8 — Les concours de sous-chef et de tambour-major sont ouverts aux musiciens clairons et tambours hors classe et classe exceptionnelle.

Art. 9 — Le concours de chef de musique est ouvert :

— Au sous-chef de la musique ;

— Aux musiciens de classe exceptionnelle de la musique principale des F.A.T. comptant deux ans d'ancienneté au minimum dans leur emploi à la date du concours.

#### TITRE IV Hiérarchie

Art. 10 —

Grade dans la Musique	Grade d'assimilation dans les FAT
Elève musicien .....	Soldat ou élève gendarme
Elève musicien titulaire .....	Soldat de 1 <sup>re</sup> classe ou gendarme-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe
Musicien titulaire .....	Caporal ou c/chef ou gendarme-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe
Musicien de 1 <sup>re</sup> classe .....	Sergent ou gendarme
Musicien hors-classe .....	Sgt-chef ou mdl-chef de gendarmerie
Musicien de la classe exceptionnelle .....	Adjudant
Tambour-major .....	Adjudant (adjudant-chef à l'ancienneté)
Sous-chef de musique .....	Adjudant (ou adjudant-chef à l'ancienneté)
Chef de musique .....	Officier (ou s/of. faisant fonction) (adjudant ou adjudant-chef).

#### TITRE V Avancement

Art. 11 —

BREVETS EXIGES	Grades correspondants dans la Musique
Brevet de musicien .....	Musicien titulaire (d'office)
Brevet du chef de pupitre ....	Musicien de 1 <sup>re</sup> classe (au choix et à raison de 80 % de l'effectif).
Brevet du 1 <sup>er</sup> degré de musicien ou de tambour-major .....	Musicien hors-classe (après concours sur vacance d'un poste à raison de 5 à l'harmonie et 2 à la clique).
Brevet du 2 <sup>e</sup> degré de musicien ou de tambour-major .....	Musicien de classe exceptionnelle (sur concours et à raison de deux à l'harmonie et un à la clique).

#### LA PROMOTION AU GRADE DE Musicien titulaire :

Est acquise d'office aux musiciens titulaires du brevet de musicien.

#### Musicien de 1<sup>re</sup> classe :

Est faite au choix parmi les musiciens, tambours et clairons titulaires du brevet de chef de pupitre et comptant au moins deux ans d'ancienneté dans leur emploi.

#### Musicien hors-classe :

A lieu après concours et sur vacance d'un emploi d'instructeur à un pupitre.

Le nombre de ces chefs de pupitres est fixé à cinq pour l'harmonie et deux à la clique, la nomination est effective à la date du concours.

#### Musicien de classe exceptionnelle :

Se fait après concours, sur vacance d'un emploi d'instructeur chef de groupe d'harmonie ou de clique, à raison de deux à l'harmonie et un à la clique, la nomination est effective à la date du concours.

#### TITRE VI

##### Brevets, Concours et Stages

Art. 12 — Le programme des brevets et concours, leur date, la composition du jury, la liste des candidats autorisés à se présenter sont fixés par le ministre de la défense nationale.

Le programme et la durée des stages divers (formation de élèves etc...) sont fixés par le chef d'Etat-Major des forces armées togolaises sur proposition du chef de musique.

Art. 13 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1971

Général E. Eyadéma

**ARRETE N° 8-PR-MDN du 5-1-71 portant dissolution de la compagnie d'infanterie, formant la garnison de Lama-Kara et création du 3<sup>e</sup> bataillon commando du 1<sup>er</sup> Régiment Interarmes Togolais.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu l'arrêté n° 10-PR-MDN en date du 31 décembre 1969 portant dissolution du 1<sup>er</sup> bataillon d'infanterie togolaise et création du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais ;  
Sur le rapport du chef d'Etat-major des forces armées togolaises

#### ARRETE :

Article premier. — La compagnie d'infanterie, formant la garnison de Lama-Kara est dissoute à compter du 31 décembre 1970.

Art. 2. — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971, est créé le 3<sup>e</sup> bataillon commando du 1<sup>er</sup> Régiment Interarmes Togolais basé à Lama-Kara, comprenant :

- 1 — Un Etat-Major de bataillon
- 2 — Deux compagnies à quatre (4) sections de combat.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1971

Général E. Eyadéma

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

##### Tombola

Arrêté n° 1/INT/APA du 15-1-71. — La mission catholique de Tado est autorisée à organiser une tombola sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise au profit de l'achèvement de l'église de Tado.

Le nombre de billets dont l'émission est autorisée est fixé à dix mille (10.000) et le prix de vente du billet est fixé à cinquante francs (50).

Le montant des lots ne devra pas être inférieur en valeur à la moitié de la valeur totale des billets émis.

La liste des lots avec indication de leur valeur devra être communiquée au président de la commission désignée ci-après préalablement à la mise en vente des billets.

Le produit de la vente des billets devra être versé préalablement au tirage à la caisse de l'agence spéciale de Nuatja.

Le tirage de la tombola aura lieu à Tado dans le mois de mars 1971 à l'occasion de l'exposition des ouvrages de l'école ménagère de cette ville sous le contrôle d'une commission composée de :

##### Président

le chef de la circonscription administrative de Nuatja  
l'agent spécial de Nuatja ..... Membre  
le révérend père Folmer ..... Membre



### Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 2/INT-STCS du 15-1-71 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari, exercice 1971, représentant le douzième des budgets de l'exercice 1970 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1971.

Arrêté n° 3/INT-STCS du 15-1-71 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sokodé, Sotouboua, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango, exercice 1971, représentant le douzième des budgets de l'exercice 1970 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1971.

### Membres du conseil d'administration de la congrégation des sœurs missionnaires de Notre Dame des Apôtres du Togo

Arrêté n° 4/INT-APA du 15-1-71 — Sont agréées comme membres du nouveau conseil d'administration chargé de la gestion des biens de la congrégation des Sœurs missionnaires de Notre Dame des Apôtres du Togo, les Sœurs ci-après :

Sœur Marie Eustelle, née Maria Greeland . . . . . *présidente*  
Sœur Laurinda, née Julienne Amorin . . . . . *vice-présidente*

*membres :*

Sœur Paul Marie, née Madeleine Spilliaert  
Sœur Marie Jésusina, née Vincentia Gbikpi  
Sœur Marie Josiane, née Perpétue Amaïzo.

### Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 7/INT-STCS du 18-1-71 — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1970 :

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (mat.) —

Article 3 — Eclairage public . . . . . 498.000

Est approuvée l'ouverture de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif, exercice 1970 de la commune de Lomé.

*Chapitre V* — Dépense ordinaires de matériel et travaux d'entretien (mat.) —

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux . . . . . 498.000

Arrêté n° 8/INT-STCS du 18-1-71 — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1970 :

*Chapitre VI* — Dépenses diverses —

Article 8 — Entretien autres marchés . . . . . 477.892

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1970.

*Chapitre II* — Sce d'adm. du grand marché —

Article 3 — Salaire des collecteurs, gardiens et manœuvres . . . . . 77.892

*Chapitre VI* — Dépenses diverses —

Article 4 — Eclairage du grand marché . . . . . 400.000

477.892

Arrêté n° 9/INT-STCS du 18-1-71 — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1970 :

*Chapitre II* — Sce. d'adion. municipale (pers.) —

Article 3 — Salaire du pers. adif non titulaire . . . . . 287.017

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif, exercice 1970 de la commune de Lomé.

*Chapitre IV* — Sce. des travaux municipaux (pers.) —

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire . . . . . 270.811

*Chapitre VII* — Services sociaux (personnel) —

Article 3 — Dispensaires . . . . . 16.206

287.017

### MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

#### Nomination

Décision n° 2-MJ du 21-1-71 — M. Adotévi Michel, magistrat du 2° grade 1<sup>er</sup> échelon, précédemment juge de la section d'Atakpamé, est nommé président du tribunal aux travaux, en remplacement de M. Bannerman Oswald Walter.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

#### Passage automatique d'échelon

Décision n° 3-MJ du 23-1-71 — M. Messavussu Hermann, magistrat du 2° grade 2° échelon, qui réunit au 1<sup>er</sup> janvier 1971 l'ancienneté requise, passe au 3° échelon de son grade pour compter de cette date.

### MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

#### Délégation de signature

Arrêté interministériel n° 2-MFEP-MAE du 11-1-71 — M. Bruno Savi de Tove, ambassadeur et ministre plénipotentiaire de la République togolaise auprès de la République Fédérale d'Allemagne est chargé de signer au nom de la République togolaise tout contrat de prêt liant la République togolaise et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque allemande pour le développement et la construction).

Cet arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

#### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 3-MFEP-MF-CR du 16-1-71 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de quatre cent soixante quatre mille cinq cent cinquante six (464.556) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amelete Zakari, lieutenant 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amelete Zakari, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Adjoa, née le 13 mars 1944  
Ablanvi, née le 18 décembre 1945  
Juliette, née le 18 mai 1949  
Nathaniel, né le 27 juillet 1950  
Grégoire, né le 17 novembre 1950  
Corneille, né le 16 septembre 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent seize mille cent quarante (116.140) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

M. Amelete Zakari pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7<sup>e</sup> au 25<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Abalo, né le 14 septembre 1954  
Bernadette, née le 3 février 1955  
Anatole, né le 3 juillet 1956  
Eugénie, née le 14 juillet 1956  
François, né le 2 mars 1957  
Jules, né le 12 avril 1957  
Pascal, né le 5 avril 1958  
Christophe, né le 25 juillet 1959  
Urbaise, né le 21 novembre 1959  
Germain, né le 19 janvier 1961  
Alexandre, né le 16 mars 1961  
Dieu Béni, né le 12 janvier 1962  
Ignace, né le 2 février 1963  
Cyrille, né le 9 février 1963  
Christine, née le 24 mars 1964  
Alexine, née le 20 décembre 1965  
Marcellin, né le 26 avril 1966  
Joseph, né le 30 août 1968  
Marie, née le 30 août 1968.

Arrêté n° 4/MFEP/MF/CR du 16-1-71 — les pensions de veuve et d'orphelin concédées sur les fonds de la caisse de retraites du Togo aux avants-cause de M. Tamegnon Polycarpe, contremaître adjoint de 4<sup>e</sup> échelon des travaux publics du Togo, décédé le 15 mai 1969 sont revisées et fixées au taux de 61 % des émoluments de base correspondant à l'indice 700 pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-dessous dénommées :

Mme veuve Tamegnon Marguerite Akuavi (née Amevo)  
Mme veuve Tamegnon Locossi (née Tsekognon)  
épouses de M. Tamegnon Polycarpe, contremaître adjoint de 4<sup>e</sup> échelon des travaux publics une pension de veuve au taux annuel de quarante trois mille six cents (43.600) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins ci-après désignés :

Hilaire, né le 13 janvier 1954  
Germaine, née le 28 mai 1954  
François, né le 4 avril 1956  
Mathilde, née le 15 mai 1958  
Adélaïde, née le 16 décembre 1965  
Victorine, née le 9 mai 1968

une pension d'orphelin fixée à dix sept mille quatre cent quarante (17.440) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Zinsou Cyprien, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Les sommes déjà perçues par les intéressés au titre de la pension concédée sous le régime de la caisse de retraites du Togo seront déduites des arrérages des nouvelles pensions fixées par le présent arrêté.

Arrêté n° 5/MFEP/MF/CR du 16/1/71 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Djafalo Adjoua (née Palanga), épouse de M. Djafalo Yacoubou, maréchal des logis chef de 4<sup>e</sup> échelon n° mle 1339 du corps du personnel de la gendarmerie (indice 850, pourcentage 52 %) en retraite décédé le 14 novembre 1969 une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt dix mille deux cent cinquante six (90.256) francs pour compter du 18 décembre 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à dix huit mille cinquante deux (18.052) francs l'an pour compter du 18 décembre 1969 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Larba, née le 26 mars 1952  
Yawa, née le 14 août 1952  
Hodalo, née le 22 novembre 1954  
Akouvi, née le 19 septembre 1956  
Zinabou, née le 3 juillet 1957  
Taïrou, né le 30 janvier 1960  
Abiba, née le 1<sup>er</sup> février 1960  
Léontine, née le 11 avril 1960.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Djafalo Gabriel, chargé de leur tutelle.

### Autorisations de paiement

Décision n° 40-MFEP/F du 16/1/71 — Est autorisé le paiement au profit de la maison d'Afrique 45 B, boulevard Jourdan Paris 14<sup>e</sup>, compte courant postal n° 8312-36 Paris, de la somme de 288.000 francs cfa au titre de la contribution du Togo année 1970 au fonctionnement de cet organisme.

La dépense est imputable au chapitre 39, article 3 du budget général, exercice 1970.

Décision n° 59-MFEP-F du 26/1/71 — Est autorisé le versement au compte courant n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur, de la somme totale de vingt quatre millions trois cent cinquante quatre mille (24.354.000) francs en vue du paiement des allocations des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 1970-71 aux étudiants boursiers togolais des universités du Bénin et du Dahomey soit :

*Ecole des lettres — Lomé*

15.000 x 83 x x7 ..... 8.715.000

*Ecole des sciences économiques et I.U.T. — Lomé*

15.000 x 40 x 7 ..... 4.200.000

*Ecole des sciences — Lomé : 15.000 x 47 x 7 .... 4.935.000**Ecole des sciences — Porto-Novo : 18.000 x 9 x 7 1.134.000**Indemnité de vacances : 30.000 x 179 ..... 5.370.000*

Total ..... 24.354.000

La dépense, imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphes 5, 6 et 11, sera mandatée au nom du trésorier-payeur.

Décision n° 65-MFEP-F du 2/1/71 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut d'études supérieures des techniques d'organisation, 292, rue Saint Martin Paris 3e, C.C.P. Paris n° 9063-01, de la somme de 4.900 FF soit 245.000 frs CFA au titre des droits de scolarité de M. Gbadamassi Lamidi pour 1971 et 1972.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 7.

Décision n° 66-MFEP-F du 27/1/71 — Une allocation de cent cinquante mille (150.000) francs cfa est accordée aux stagiaires togolais ci-après indiqués à l'institut international d'administration publique à Paris, au titre d'indemnité d'équipement :

Afodagni Linus	25.000
Kakaye Napo Léopold	25.000
Kombate André	25.000
Mensah Charlemagne	25.000
Mortant Mensavi Boko	25.000
Palanga Joachim	25.000

150.000

La dépense, imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 7 sera mandatée au profit des intéressés.

Décision n° 67-MFEP-F du 27-1-71 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat administratif du colloque international sur l'espace et la communication à Paris, de la somme de vingt cinq mille (25.000) francs au titre du droit d'inscription de M. Akue-Atsah Sabin, ingénieur de la radiodiffusion du Togo audit colloque.

La dépense, imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 36, article 6 sera régularisée ultérieurement.

**Nomination**

Décision n° 26-MFEP du 9-1-71 — M. Viotay Charles, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle est nommé attaché de cabinet du ministre des finances, de l'économie et du plan.

Les indemnités de l'intéressé seront imputées sur le chapitre 8, article 2 du budget général, exercice 1971.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

**Intérim**

Décision n° 51-MFEP du 20-1-71 — En attendant la nomination d'un nouvel agent spécial, M. Djagnikpor Michel, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle D, en service à l'agence spéciale

d'Atakpamé est désigné pour assurer l'intérim des fonctions d'agent spécial de ladite localité en remplacement de M. Kangbeni Yempapou Idrissou, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet à compter de la date de passation de service.

**Affectation**

Décision n° 50-MFEP-F du 20-1-71 — M. Kangbeni Yempapou Idrissou, agent permanent hors catégorie, en service à l'agence spéciale d'Atakpamé est remis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au ministère des affaires étrangères.

Le salaire de l'intéressé sera pris en charge par le ministère des affaires étrangères pour compter du 1<sup>er</sup> février 1971.

**Allocations scolaires**

Décision n° 29-MF-MEN du 12-1-71 — Une allocation scolaire de 210.000 CFA (deux cent dix mille cfa) est accordée à deux étudiants boursiers du Togo à l'université libre de Bruxelles pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1970 soit 3 mois suivant détail ci-après :

Par étudiant et par mois : 25.000 CFA.

Allocations brutes : 25.000 x 3 x 2 = 150.000

Prime annuelle d'équipement : 30.000 x 2 = 60.000

Total = 210.000

Le montant de ces allocations sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'ambassade du Togo à Bruxelles pour les étudiants intéressés.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 6.

Décision n° 35-MF-MEN du 15-1-71 — Une allocation scolaire de 245.880 CFA (deux cent quarante-cinq mille huit cent quatre-vingts cfa) est accordée à l'école nationale des travaux publics d'Abidjan au titre de contribution du Togo aux frais de fonctionnement de l'école pour l'année scolaire 1969-1970 suivant détail ci-après :

80.000 + 165.880 = 245.880 CFA.

Le montant de cette allocation soit 245.880 CFA (deux cent quarante-cinq mille huit cent quatre-vingts cfa) sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable central du trésor-Abidjan (République de Côte d'Ivoire).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 42, article 1, paragraphe 6.

**Rôles**

Arrêté n° 10-MFEP-AI du 25-1-71 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

**BUDGET GENERAL***Commune de Lomé*

190 Taxe progressive ..... 14.613.652  
Versement forfaitaire ..... 7.400.676  
..... 22.014.328

191 B.I.C. .... 201.250  
Taxe progressive ..... 299.640  
I.G.R. .... 13.440  
..... 514.330

22.528.658

à reporter ..... 22.528.658

Report ..... 22.528.658

**BUDGET COMMUNAL***Commune de Lomé*

190	Taxe civique	741.000	
191	Taxe civique	7.920	
192	Patentes	510.366	
	c/a s/patentes	21.573	
	Licences	5.000	
	c/a s/licences	1.000	
		537.939	
			1.286.859
Total			23.815.517

Arrêté n° 11-MFEP-AI du 25-1-71 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1970 ci-après :

**BUDGET GENERAL***Commune de Lomé*

187	Taxe progressive	14.354.746	
	Versement forfaitaire	3.608.187	
		17.962.933	
188	B.I.C.	567.500	
	I.G.R.	50.700	
		618.200	
			18.581.133

**BUDGET COMMUNAL***Commune de Lomé*

187	Taxe civique	1.023.100	
188	Taxe civique	6.600	
189	Patentes	1.484.732	
	c/a s/patentes	69.346	
		1.554.078	
			2.583.778
Total			21.164.911

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE****Nomination**

Arrêté n° 1-MEN du 19-1-71 — M. Nondoh François, ingénieur statisticien économiste de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est nommé directeur du service des examens, des bourses et stages.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE****Intégrations**

Arrêté n° 11-MFP du 7-1-71 — Les candidats dont les noms suivent sont admis ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général) :

**CADRE DES INSTITUTEURS**

*Instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires*

(catégorie B — indice 750) :

Toffa Anani Adolph  
Nouve Atitso Antoine

*titulaires du general certificate of education « advanced level » et du specialist certificate de l'advanced teacher training collège de Winneba — Ghana).*

Akouété Afoutou Georges  
Tinankpa Bouraïma Abdoulaye  
Dobou Yawo Emile

(titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire j.

**CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS**

*Instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires*

(catégorie C — indice 550) :

Tabiou Mamah Baba  
Adam Inoussa  
Towoezim Bidekayou Rémy  
Konou Seth  
Afoh Denis Séraphin.

(admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement secondaire).

Mensah Edoé Richard Octave, titulaire du B.E.S.C.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 13-MFP du 7-1-71 — M. Kumfo Gamélé Tchadéus Pascal, titulaire du « West african school certificate » est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 14-MFP du 7-1-71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 409-MFP du 22 septembre 1970 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct pour le recrutement d'agents d'exploitation, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agents d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général) :

Akoutou Pierre  
Kpodar Benoît  
Amenti K. Georges  
Kombatey Mathurin  
Tomfayi Louis  
Amemenya Ambroise  
Deh Komi Roland  
Amevigbe Séverin.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 19-MFP du 18-1-71 — M. Batascome Jean-Rémy, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, titulaire du certificat d'aptitude à la maîtrise d'éducation physique et sportive de l'institut national des sports d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire) est rayé du cadre des instituteurs-adjoints et intégré dans celui des maîtres d'éducation physique et sportive au grade de maître d'éducation physique et sportive de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République (Direction de la jeunesse et sports) chapitre 6, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 16 septembre 1970.

Arrêté n° 20-MFP du 18-1-71 — Les agents permanents dont les noms suivent, admis au concours professionnel pour le recrutement d'agents d'assiette ouvert par arrêté n° 322-MFP du 31 juillet 1970, sont intégrés dans le corps des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'agents d'assiette de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) :

Lantey Lassé Edouard	Aklan Amouzou Mathieu
Tchalim Emmanuel	Soglohun Yao Lucas
Ohini Kodjo Vitus	Woddi Komlan Damase
Ajavon Ayité Moïse	Adjaleté Komlan M. Barnabé
Amuzugah Kuévi Henry	Bansah Yao Prosper
Amah Caroline	Chardey Koffi Louis Freeman
Ajavon Emile	Kitissou Labiako Claire
Bocconi Gabriel	Koudaya Amédomé K. Robert
Maboudou Yaovi Michel	Galley Gabriel
Torko Comlan Marcellin	Kougani Edwin Edouard.

Les agents dont le salaire serait supérieur au traitement correspondant à leur nouvelle situation, conserveront à titre personnel leur salaire d'agent permanent jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent un traitement égal ou supérieur.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1970.

Arrêté n° 21-MFP du 18-1-71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1-MFP du 4 janvier 1969 portant nomination.

MM. Tabiou Boukari et Quenum Ayaovi Faustin, instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, titulaires du certificat d'aptitude à la maîtrise d'éducation physique et sportive de l'institut national des sports d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire) sont rayés du cadre des instituteurs adjoints et intégrés dans celui des maîtres d'éducation physique et sportive au grade de maîtres d'éducation physique et sportive de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République (Direction de la jeunesse, des sports et de la culture — chapitre 6, article 7 du budget général) pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.

Les intéressés sont élevés au 3<sup>e</sup> échelon de leur grade pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

Arrêté n° 16-MFP du 15-1-71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 316-MFP du 28 juillet 1970 portant nomination de M. Edeé Emmanuel en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire.

Arrêté n° 30-MFP du 23-1-71 — Mme Looky Kuamba Ida Agnès (née Kuakuvi), titulaire de la licence ès-lettres est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 32-MFP du 25-1-71 — Les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct pour le recrutement de préposés des douanes ouvert par arrêté n° 218-MFP du 26 mai 1970 sont admis dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité de préposés 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 10 du budget général) :

Akplassou Agbévemou	Akpabie Adovi Jean-Marie
Kouwadan Christian	Amewounou Vincent
Aoute Kokou Atsèu Christophe	Nukunu Yao Emmanuel
Alover Jonas	Amah Ayi Eben-Ezer
Kangni Ebo Alex	Assima Issa Claude
Akakpo Kokou Sylvain	Gbemenui Koami Germain
Dossou Négbenin K. Vincent	Alaba Koffi

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

### Titularisations — Reclassement

Arrêté n° 15-MFP du 15-1-71 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du corps de l'administration générale, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté de un an :

19 décembre 1970

Etsi Emile, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

22 décembre 1970

Moumouni Mama, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> éch.

Arrêté n° 31-MFP du 23-1-71 — Les moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires dont les noms suivent, appartenant au corps de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969 — A.C. : 1 an :

Lawson Gladstone	Badjassi Monique
Ouada Djabaré Claude	Azogba Christophe
Tchalla André	Karvie Y. Bonaventure
Gada Alexandre	Koudaya Adokou Antoine
Akara Gnakou Prosper	Abitor Kossi Norbert
de Souza Léopold	Dissou Fidélus Alex
Bonfoh Taïrou	Agbetseku Espoir
Banahoue Joseph	Azote Titus
Mehiba Pekari Théophile	Alassani Zibedou
Sossou Berthe	Akpoli Abalo Nestor
Tobossou Mathias	Akpawu Etienne
Eklou-Natey Léocadie-Marie	Tamedzo Samuel.

Une bonification d'ancienneté leur est attribuée dans les conditions suivantes conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :



Nom et Prénoms	Date d'entrée dans l'administration	Bonification ancienneté 1.1-68	Rappel ancienneté de stage	Ancienneté totale
Lawson Gladstone	4-1-54	6 ans	1 an	7 ans
Ouadja Djabaré Claude	15-10-55	6 ans	1 an	7 ans
Tchalla André	15-10-55	6 ans	1 an	7 ans
Gada Alexandre	1-1-58	5 ans	1 an	7 ans
Akara Gnakou Prosper	1-1-58	5 ans	1 an	7 ans
de Souza Léopold	20-1-58	3 ans	1 an	7 ans
Bonfoh Tairou	20-1-58	6 ans	1 an	7 ans
Banahoué Joseph	30-6-60	5 ans 8 mois	1 an	6 ans 8 mois
Mehiba Pekari Théophile	6-4-61	4 ans 6 mois	1 an	5 ans 6 mois
Sossou Berthe	2-10-61	4 ans 2 mois	1 an	5 ans 2 mois
Tobossou Mathias	15-10-63	3 ans 2 mois	1 an	4 ans 2 mois
Eklou-Natey Léocadie-Marie	15-10-63	3 ans 2 mois	1 an	4 ans 2 mois
Badjassi Monique	1-10-64	2 ans 2 mois	1 an	3 ans 2 mois
Azogba Christophe	1-10-64	2 ans 2 mois	1 an	3 ans 2 mois
Karvle Y. Bonaventure	1-10-64	2 ans 2 mois	1 an	3 ans 2 mois
Koudaya Adokou Antoine	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Abitor Kossi Norbert	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Dissou Fidélus Alex	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Agbetseku Espoir	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Azoté Titus	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Alassani Zibédou	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Akpoli Abalo Nestor	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Akpawu Etienne	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours
Tamedzo Samuel	3-2-66	1 a 3 m 10 jours	1 an	2 a 3 m 10 jours

Les intéressés sont reclassés comme suit :

*Lawson Gladstone*

- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 7 ans
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 5 ans
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 3 ans
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. 1 an.

*Ouadja Djabaré Claude — Tchalla André*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 7 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 5 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 3 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. 1 an.

*Gada Alexandre — Akara Gnakou Prosper*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 7 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 5 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 3 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. 1 an.

*de Souza Léopold — Bonfoh Tairou*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 7 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 5 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 3 ans
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. 1 an.

*Banahoué Joseph*

- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 6a 8m
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 4a 8m
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 2a 8m
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. 8m

*Mehiba Pekari Théophile*

- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 5a 6m
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 3a 6m
- I-1-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 1a 6m
- I-7-69 — moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. néant

*Sossou Berthe*

- I-1-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 5a 2m
- I-1-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 3a 2m
- I-1-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 1a 2m
- I-11-69 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon A.C. néant

*Tobossou Mathias — Eklou-Natey Léocadie-Marie*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 4a 2m
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 2a 2m
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. 2m

*Badjassi Monique — Azogba Christophe et Karvle Y. Bonaventure*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 3a 2m
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 1a 2m
- I-11-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. néant

*Koudaya Adokou Antoine — Abitor Kossi Norbert —*

*Dissou Fidélus Alex*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 2a 3m 10j
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 3m 10j
- 21-9-70 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. néant

*Agbetseku Espoir — Azoté Titus — Alassani Zibédou*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 2a 3m 10j
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 3m 10j
- 21-9-70 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. néant.

*Akpoli Abalo Nestor — Akpawu Etienne — Tamedzo Samuel*

- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon A.C. 2a 3m 10j
- I-1-69 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon A.C. 3m 10j
- 21-9-70 — moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon A.C. néant.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

**Passages automatiques d'échelon**

Décision n° 23-MFP du 7-1-71 — Est et demeure rapporté la décision n° 514-MFP du 15 avril 1970 constatant passages automatiques d'échelon en ce qui concerne M. Toffah Sanvi Cyprien instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire.

Décision n° 28-MFP du 7-1-71 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1970 et pour compter des dates ci-après, le passages automatiques à l'échelon supérieur de leur grade de fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'enseignement :

## CADRE DES PROFESSEURS (catégorie A1)

*au 3<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 1<sup>re</sup> classe*1-7-70 — Lassey Faustin, professeur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*au 2<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 2<sup>e</sup> classe*3-10-70 — d'Almeida Michelline, professeur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*au 4<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 3<sup>e</sup> classe*

1-8-70 — Dogble Benjamin

11-10-70 — Freitas Cosmas

14-10-70 — Amouzou François

professeurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*au 3<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 3<sup>e</sup> classe*

15-10-70 — Pinto K. Jean-Marie

25-10-70 — Mensah Emma Rita

6-12-70 — Adotévi A. Louis

professeurs de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*au 2<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 3<sup>e</sup> classe*

5-10-70 — Ashiabor K. Christian

23-12-70 — Amah Ekoué Edouard

professeurs de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

## CADRE DES PROFESSEURS (catégorie A2)

*au 4<sup>e</sup> échelon du grade de professeur de 3<sup>e</sup> classe*

24-10-70 — Kete Antonin

24-10-70 — Kete Antoine

professeurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*Cadre des inspecteurs de l'enseignement primaire  
(catégorie A2)**au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'inspecteur primaire de 2<sup>e</sup> classe*1-10-70 — Koffi Mathieu, inspecteur primaire de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

## CADRE DES INSTITUTEURS (catégorie B)

*au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur de 1<sup>re</sup> classe*

1-7-70 — Assiobo Tipo Martin

1-7-70 — Kouffo Raphaël

1-7-70 — Gnassounou Siméon

instituteurs de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe*

1-7-70 — Adama A. Antoine,

1-7-70 — Akakpo Michel

10-11-70 — Awutse Ottó Espoir

instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe*

24-11-70 — Agbokou Yao Emmanuel

22-11-70 — Komlangan Félix

instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

## CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (catégorie C)

*au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe*

2-10-70 — Ahadji William

2-10-70 — Anago Frieda

2-10-70 — Assignon Robert

2-10-70 — Adorgloh Martin

2-10-70 — Atchon Georges

2-10-70 — Barrigah Christian

2-10-70 — Ekue-Hettah Rudy

2-10-70 — Geraldo Laure

instituteurs-adjoints de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

1-10-70 — Adeve Stanislas

1-10-70 — Adzoh Kossi Paul

1-10-70 — Amouzoukpe Victor

1-10-70 — Ananou Yaovi Célestin

1-10-70 — Anoumou K. Norbert

1-10-70 — Atayi Ayayi Innocent

1-10-70 — Atayi Lily

1-10-70 — Ayako Kokou Gilbert

1-10-70 — Deku Gerson

1-10-70 — Denou Montan

1-10-70 — Evoda Komi Etienne

1-10-70 — Govina K. Sizing

1-10-70 — Kezire Toyi Augustin

1-10-70 — Koffi Ayivi Paul

1-10-70 — Kpetigo K. Godwin

1-10-70 — Mensah Anani Jean

1-10-70 — Folly K. Benjamin

1-10-70 — Moumouni Salifou Adamou

24-10-70 — Nimon Gabriel

instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

1-10-70 — Kadane Luc

1-10-70 — Kpapo Tagba Maurice

1-10-70 — Savi K. Godfried

1-10-70 — Sumadu Yao Henri

1-10-70 — Tadjio Kodjo Aubert

1-10-70 — Tallé Boukari

1-10-70 — Tchakala Moumouni

1-10-70 — Vieira K. Fortunah

1-10-70 — Wozufia Josué

1-10-70 — Zidah Joseph

1-10-70 — Agbetiafa Guillaume

1-10-70 — Ahyee Benoni Désiré

1-10-70 — Akouete K. Jean-Marie

1-10-70 — Akpoupou A. Jérôme

1-10-70 — Amegan Y. Albert

1-10-70 — Amekotou Augustin

1-70-70 — Ata Komlan

1-10-70 — Atakai Samé

1-10-70 — Aziyakpinh D. Frédéric

1-10-70 — Tchecou Ayayi Mathias

1-10-70 — Degbesse A. Florent

1-10-70 — Djyehoue K. Antoine

1-10-70 — Dogboe K. Christophe

1-10-70 — Ewedje Julien

1-10-70 — Gbeglo Komi Mathias

1-10-70 — Hassou Tchaa

1-10-70 — Gbewade F. François

14-11-70 — Sowou Martin

14-11-70 — Agbeshie Félicia

30-11-70 — Kabate K. Emile

5-12-70 — Limta M. Maurice

instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*20-11-70 — Sodatonou Georges, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

## CADRE DES MONITEURS (catégorie D)

*au 2<sup>e</sup> échelon du grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe*1-12-70 — Aziati Jean, moniteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*au 4<sup>e</sup> échelon du grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe*

1-12-70 — Atsu André

1-12-70 — Ohin A. Claudine

1-12-70 — Kokou Elisabeth  
 10-11-70 — N'Gnama Toï Michel  
 moniteurs de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
*au 2<sup>e</sup> échelon du grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe*  
 7-10-70 — Adodjissih Marie-Françoise, monitrice de 3<sup>e</sup> classe  
 1<sup>er</sup> échelon

#### CADRE DES PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (catégorie A2)

*au 4<sup>e</sup> échelon du grade de professeur technique de 3<sup>e</sup> classe*  
 11-11-70 — Seddoh Georges, professeur technique de 3<sup>e</sup> classe  
 3<sup>e</sup> échelon

#### CADRE DES PROFESSEURS TECHNIQUES (catégorie B)

*au 3<sup>e</sup> échelon du grade de professeur technique de 3<sup>e</sup> classe*  
 1-10-70 — Bodjona Christian, professeur technique de 3<sup>e</sup> classe  
 2<sup>e</sup> échelon.

#### CADRE DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE catégorie B)

*au 2<sup>e</sup> échelon du grade de maître d'éducation de 3<sup>e</sup> classe*  
 1-10-70 — Tabiou Boukari  
 1-10-70 — Quenum A. Faustin  
 maîtres d'éducation de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

### Engagements

Décision n° 24-MFP du 7-1-71 — M. Agboyibo Koffi Jean est engagé en qualité de compositeur-conducteur-offsetiste au salaire mensuel de vingt cinq mille (25.000) francs et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général — chapitre 26, article 4, paragraphe 5, exercice 1969).

Pour les déplacements, il est classé au groupe III.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 25-MFP du 7-1-71 — M. Dogbe Gagnifio Michel (n° 002516/OE/69 du 23 juillet 1969) titulaire du C.A.P. (aide-comptable) est engagé en qualité d'employé de bureau de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 20 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 62-MFP du 23-1-71 — Est et demeure rapportée, en ce qui concerne M. Bayor Salifou, la décision n° 664-MFP du 28 avril 1969 portant engagement.

M. Bayor Salifou est engagé en qualité de maçon permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 10 du budget général).

La présente décision a effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 28 avril 1969 et du point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 63-MFP du 23-1-71 — Mlle Gaba Ayoko Lucrétia Olivia (n° 7294/OE/SPMO du 4 septembre 1970), titulaire du CAP (employé de bureau) est engagée en qualité d'employée de bureau permanente de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A et mise à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme (chapitre 30, article 6 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 64-MFP du 23-1-71 — Les candidats dont les noms suivent sont engagés en qualité de gardes-malades permanents de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome du centre national hospitalier) :

Bodjona Yawa Marie  
 Guinhouya Afi Georgette (n° 7756/OE/SPMO du 2-10-70)  
 Ilaïma Ambarika Daniel (n° 8159/OE/SPMO du 28-10-70)  
 Nandao Cécile  
 Viana Masavie Félicia (n° 7981/OE/SPMO du 21-10-70).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 65-MFP du 23-1-71 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) :

*aide-comptable permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A*  
 Tchapo Koffi Félix  
*électricien-dépanneur permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A*  
 Tamassi Songai Nazaire  
*tailleurs permanents 2<sup>e</sup> catégorie échelle A*  
 Awessoh Ignace  
 Tchangai Toyi Etienne  
*blanchisseur permanent 1<sup>re</sup> catégorie échelle A*  
 Lema Azambo.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 66-MFP du 23-1-71 — M. Awity Pierre (n° 001453/OE/69 du 18 avril 1969) est engagé en qualité de garçon d'hôtel permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République (budget général — chapitre 3, article 2).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Décision n° 67-MFP du 23-1-71 — M. Tossoukpe Désiré est engagé, pour une durée de trois (3) mois éventuellement renouvelable, en qualité d'entraîneur sportif hors catégorie et mis à la disposition du ministre de la défense nationale (chapitre 10, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Décision n° 69-MFP du 25-1-71 — M. Edee Emmanuel, licencié ès-sciences physiques, titulaire de la maîtrise ès-sciences (section physique) et du doctorat 3<sup>e</sup> cycle en physique (mention optique) est engagé en qualité de professeur au salaire mensuel de soixante seize mille deux cent dix sept (76.217) francs et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 5, paragraphe 1 du budget général).

L'intéressé est classé au groupe II pour les déplacements à l'occasion du service.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Décision n° 70-MFP du 25-1-71 — M. Nadio Mama Lochina est engagé en qualité de secrétaire dactylographe permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 71-MFP du 25-1-71 — M. Edeou Kpatcha Konsonda (n° 4476/OE/69 du 15 décembre 1969) est engagé en qualité de chauffeur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 7 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Classement

Décision n° 26-MFP du 7-1-71 — M. Bonfoh Bassabi Issifou, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en fonction à la direction des services agricoles, titulaire du BEPC est classé à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle A pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

La présente décision a effet au point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

### Changement de corps

Arrêté n° 17-MFP du 15-1-71 — M. Anato Yao Marcellin, moniteur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 590) est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui de l'administration générale en qualité de commis d'administration principal 2<sup>e</sup> échelon (indice 590) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 — A.C. 1 an.

Il conserve son affectation actuelle.

### Disponibilité

Arrêté n° 18-MFP du 15-1-71 — M. Bartet Kokou Georges, médecin ordinaire de 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité sans traitement pour une durée de un an à compter du 11 novembre 1970 conformément aux dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

### Affectation

Décision n° 38-MFP du 15-1-71 — En attendant la régularisation de sa situation administrative et financière par son intégration dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, M. Creppy Isaac, agent principal 3<sup>e</sup> échelon de la météorologie, rayé du contrôle des effectifs de la République du Niger à la demande du gouvernement de la République togolaise est mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications pour compter du 30 novembre 1970.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Nomination

Décision n° 11-MTP-TP du 15-1-71 — M. Lequin Guy, ingénieur des T.P.E., chef de l'arrondissement bâtiments, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur adjoint du service des travaux publics.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

### Membre du conseil d'administration du Togopharma

Arrêté n° 2-MSP du 15-1-71 — Est désigné pour siéger au sein du conseil d'administration de l'office national togolais (TOGOPHARMA) au titre du ministère de la santé publique le Dr Jean-Julien d'Almeida, directeur général de la santé publique, en remplacement du Dr Glokpor Georges absent.

Conformément à l'article 9 de l'ordonnance n° 7 du 16 mars 1967, le Dr d'Almeida est désigné pour le temps restant à courir jusqu'à la fin normale du mandat du Dr Glokpor.

Le présent arrêté a effet pour compter de sa date de signature.

## DIVERS

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Approbation de projets de lotissement

Arrêté n° 2-MTP-TP-AAU du 19-1-71 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain, appartenant à la collectivité Tsisan Dadzie, sis à Lomé-Tokoin (Agbakodomé), sous réserve que ladite collectivité justifie en tant que besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Arrêté n° 3-MTP-TP-AAU du 19-1-71 — Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain, appartenant aux sieurs Donkor Célestin — TT. 1763, Amenouvor Henri — TT. 1648, Freitas Paul — TT. 1472, Sanvee Josiah Akpabie Alphonse — TT. 1471, héritiers Adjetei Joseph — R.T. 6306, sous réserve que les dits sieurs et héritiers justifient en tant que besoin de leurs droits de propriété relatifs sur ces terrains.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

## ACTE CONJOINT DES GOUVERNEMENTS DU TOGO ET DU DAHOMEY

ANNEE 1971

ACTE N° 1-MENDT-OB du 15-1-71 portant organisation de l'examen du Baccalauréat de l'enseignement du second degré — Session des juin et septembre 1971.

### LES MINISTRES DE L'EDUCATION NATIONALE DU DAHOMEY ET DU TOGO

Vu la convention en date du 14 juillet 1965 portant organisation de l'institut d'enseignement supérieur du Bénin ;

Vu l'accord de coopération en matière d'enseignement supérieur entre la République française et la République du Dahomey signé le 24 avril 1961, modifié, d'après les travaux de la commission mixte des 22 et 23 mars 1966 à Lomé ;

Vu le protocole additionnel à l'organisation de l'enseignement supérieur entre la République togolaise et la République française en date du 28 juin 1967 ;

Vu le décret n° 70-217-CP-MEN du 21 août 1970 portant création et organisation de l'université et des enseignements supérieurs au Dahomey ;

Vu le décret n° 70-156-MEN du 14 septembre 1970 portant création de l'université du Bénin au Togo ;

Vu l'accord en date du 1<sup>er</sup> novembre 1969 portant création de l'office du baccalauréat du Bénin ;

Vu le procès-verbal de la réunion mixte daho-togolaise tenue le 24 novembre 1970 à Porto-Novo, chargée de préparer l'organisation du baccalauréat de l'enseignement du second degré pour la session de juin et septembre 1971 ;

Sur proposition de ladite réunion inter-Etats ;  
Vu l'accord des ministres de l'éducation nationale du Dahomey et du Togo,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier — Les épreuves écrites et orales de l'examen du baccalauréat de l'enseignement du second degré se dérouleront conformément aux dates ci-après pour la session de juin 1971 ;

— *Epreuves anticipées de français* : Le jeudi 3 juin.

— *Epreuves d'éducation physique* : Les dates seront fixées avant les dates des épreuves écrites.

— *Epreuves de technique pratique, série E* : Vendredi 18 juin.

— *Epreuves facultatives* :

— *Dessin — musique — enseignement ménager* : Avant les épreuves écrites à une date qui sera fixée ultérieurement selon les possibilités.

— *Langues vivantes et anciennes* : Pendant le premier groupe d'épreuves orales.

— *Epreuves Ecrites* : Les lundi 21, mardi 22 et mercredi 23 juin 1971 ; l'épreuve de construction mécanique devant avoir lieu le lundi 21 juin de 8h30 à 12h30.

— *Premier groupe d'épreuves orales* : Les jeudi 24, vendredi 25, samedi 26 et lundi 28 juin jusqu'à 12 heures.

— *Deuxième groupe d'épreuves orales* : Les mercredi 30 juin et jeudi 1<sup>er</sup> juillet.

Art. 2 — Les épreuves écrites et orales de l'examen du baccalauréat de l'enseignement du second degré se dérouleront pour la session de remplacement de 1971 :

— du mardi 21 au samedi 25 septembre.

Art. 3 — La présente décision sera enregistrée et publiée au *Journal officiel* de la République du Dahomey et du Togo.

Porto-Novo, le 15 janvier 1971

*Le ministre de l'Education nationale, de la Culture,  
de la Jeunesse et des Sports du Dahomey,*

Edmond DOSSOU-YOVO

Lomé, le 15 janvier 1971

*Le ministre de l'Education nationale du Togo,*  
Benoît MALOU

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES

**APPEL D'OFFRES LOCAL N° 3/BCS (pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne — Fonds Européen de Développement).**

Projet N° 212-818-14

Appel d'offres par Consultation publique pour la fourniture d'Equipeement et de produits pour les Centres Zootechniques de la Région Centrale et des Plateaux.

1 — *Objet* :

Demande d'offres pour la fourniture d'Equipeement de Laboratoire et de logement, de matériel vétérinaire et la fourniture de produits pharmaceutiques à usage vétérinaire.

Les différentes fournitures sont réparties en 7 lots.

Les spécifications techniques des fournitures demandées sont données en annexes.

#### II — Garantie :

Le soumissionnaire devra proposer les garanties commerciales habituelles en ce qui concerne les lots : 4, 5, 6.

#### III. — Service après vente et service d'entretien

Le candidat doit disposer ou s'engager à assurer à faire assurer dans la République Togolaise un service après vente garantissant l'entretien du matériel et le réapprovisionnement rapide en pièces de rechange.

#### IV — Estimation :

1.200.000 francs CFA.

#### V — Origine :

La fourniture offerte doit obligatoirement avoir son origine dans l'un des Etats membres, ou dans un pays ou Territoire associés à la Communauté Economique Européenne.

#### VI — Monnaie :

Les paiements de la fourniture sont effectués directement dans la monnaie ayant cours en République Togolaise, ou dans la monnaie du pays du siège du bénéficiaire du marché ou du producteur des Fournitures.

#### VII — Participation

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats Membres ou des Etats, Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne en résidence au Togo.

#### VIII — Lieu de Livraison

La fourniture doit être livrée, franco-destination, le cas échéant montée ou installée, dans les divers magasins des SORAD, précisée dans la lettre de commande. En ce qui concerne les lots 1, 2 et 3, ils seront livrés au Service de l'Elevage à Lomé. La répartition des lots n° 4, 5, 6 et 7 sera donnée en annexe.

#### IX — Délai de livraison :

La fourniture doit être livrée dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la lettre de commande.

#### X — Pénalité :

En cas de retard supérieur à une semaine, le fournisseur sera passible d'une amende fixée par jour à 1/1000 du montant total du lot. Cette pénalité sera retenue sur les sommes dues au titre du marché.

#### XI — Cautionnement

Un cautionnement définitif d'une valeur égale à 3% du montant total du marché doit être constitué dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de commande, en tant que garantie des engagements contractés par l'adjudicataire et sera conservé jusqu'à la dernière réception des fournitures. Il lui sera remboursé à l'occasion du règlement des dernières livraisons. (cf. art. XVII).

Le fournisseur pourra remplacer le cautionnement réel par une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui pour le même montant et le même objet. Le cautionnement sera dû sur simple dévulge de l'Administration Togolaise compétente.

Cette caution pourra être valablement fournie par tout Institut installé dans un Etat associé ou dans un Etat membre de la C.E.E. et habilité par les autorités sous le contrôle desquelles il exerce des activités à délivrer de telles garanties.

#### XII — Réception

Les opérations seront faites au Siège des SORAD intéressées, ou au Service de l'Elevage, Lomé, par une Commission nommée à cet effet.

Le Contrôleur Délégué du F.E.D. ou son Représentant, assiste à ces opérations.

Les réceptions tant provisoires que définitives, par lot, de la fournitures, feront l'objet de Procès-verbaux qui donneront droit aux paiements correspondants.

A l'expiration du délai de garantie proposé par le soumissionnaire (cf. art. II), et au plus tard six mois après la réception provisoire, il sera procédé à la réception définitive.



### XIII. Calcul des prix

Les prix unitaire et global de l'offre seront présentés pour la fourniture rendue :

- a) — au stade « CAF port de débarquement Lomé-Togo » c'est-à-dire à l'exclusion de tous droits et taxes à l'importation.
- b) — au magasin SORAD à Atakpamé (prix unitaire seulement)
- c) — au magasin SORAD à Sokodé (prix unitaire seulement) étant sous entendus que les frais de transport du stade CAF du port de débarquement, de Lomé au magasin de la SORAD intéressée seront compris dans les prix b et c.

Les prix ainsi calculés sont *fermes et non révisables*. Du point de vue de leur montant, les offres seront comparées sur la base de ces mêmes prix.

### XIV — Présentation des offres

a) Les offres doivent être établies en langue française et seront refermées dans une lettre recommandée ou être remise contre récépissé à la

Présidence de la République Togolaise

Commission Consultative des Marchés Lomé — Togo

et porter la mention en rouge au coin supérieur gauche de l'enveloppe :

« A n'ouvrir qu'en Séance ».

Réponse à l'Appel d'Offres n° 3/BCS pour la fourniture d'équipement et de produits pour les Centres Zootechniques de la Région Centrale et des Plateaux, Dans la République Togolaise. (Soumission établie en 4 ex.)

### b) Date limite pour la remise des Offres

Les offres devront parvenir au plus tard le lundi 8 mars 1971 à 17 h à l'adresse indiquée ci-dessus (a).

c) L'enveloppe extérieure mentionnée ci-dessus (a) doit contenir :

- un certificat, selon la loi nationale applicable en la matière attestant que le soumissionnaire est ressortissant d'un des Etats Membres ou des Etats, Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à la CEE. (4 ex.)
- une attestation certifiant, pour le matériel offert, que la fourniture proposée sont bien de l'origine et de provenance de producteurs ressortissants des Etats Membres ou des Etats, Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à la CEE. (4 ex.)

— deux enveloppes cachetées, à savoir :

— la première enveloppe portera la mention

« Appel d'Offres n° 3/BCS Spécifications techniques » et doit contenir :

— la description détaillée des matériels offerts, c'est-à-dire tous les renseignements permettant de juger le matériel proposé, par exemple résistance du matériel aux conditions climatiques, fonctionnement, capacité.

— l'engagement du fournisseur d'assurer un service après vente et de réparation et éventuellement l'indication des modalités de ce service (agence locale etc...) (4 ex.)

— délai de livraison

— la deuxième enveloppe portera la mention

« Appel d'offres n° 3/BCS — offres de prix » et contient les offres proprement dites (4 ex.).

Les offres de prix — prix unitaire et global — porteront sur des unités correspondant aux spécifications du matériel mentionné à l'art. 1 et seront strictement conformes aux conditions stipulées au présent appel d'offres et notamment à celles fixées aux paragraphes XII et XVII.

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour une période de 90 jours à compter de la date limite pour la remise des offres.

Les conditions du présent appel d'offres devront être expressément acceptées par le soumissionnaire dans sa soumission. En outre, le numéro intitulé du compte bancaire ou postal du soumissionnaire est à indiquer.

### XV — Ouverture des offres

Les offres seront ouvertes à Lomé, le mercredi 10 mars 1971 à 15 heures par la Commission Consultative des marchés.

Toute soumission non conforme en tous points aux conditions stipulées par le présent texte ne sera pas prise en considération.

Aucun renseignement ne sera communiqué aux concurrents sur la teneur des propositions reçues.

### XVI — Commande

Le soumissionnaire retenu sera informé de son choix par lettre de commande établie sur la base de l'offre retenue et sur la base des conditions du présent appel d'offres.

La commande sera passée dans la même monnaie que la soumission.

La lettre de commande tient lieu des marchés habituels.

### XVII — Modalités de paiement

Il sera payé au fournisseur :

a) — Pour les lots soumis à garantie :

— 30 % du montant de la commande (cf. art. XIII), à titre d'avance au moment de la commande officielle.

— 60 % du montant de la commande après réception provisoire des fournitures au lieu indiqué pour la livraison.

— 10 % du montant de la commande pour solde à l'échéance du délai de fourniture et après réception définitive constatée par procès-verbaux.

b) — Pour les lots non soumis à garantie : la première tranche de 30 % sera payée dans les mêmes conditions que pour les lots soumis à garantie.

La seconde tranche de paiement sera de :

— 70 % du montant de la commande après la réception provisoire, au lieu indiqué pour la livraison, qui sera considérée comme réception définitive.

### XVIII. — Paiements.

Les paiements seront ordonnés par :

Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République Togolaise — Lomé — Toutes les factures sont à adresser en dix huit exemplaires à l'adresse citée ci-dessus.

Toute correspondance adressée au Ministère cité ci-dessus doit être simultanément envoyée à l'adresse suivante :

« Monsieur le Contrôleur Délégué du FED (Fonds Européen de Développement) en République Togolaise — B.P. N° 1657 Lomé — Togo ».

Les paiements seront affectués par la Caisse Centrale de Coopération Economique en sa fonction de payeur délégué du FED par son agence à Lomé en francs CFA.

### XIX. — Arbitrage.

En cas de litige lors de l'exécution de la commande (marché) tous les différends seront tranchés définitivement selon le règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

### XX. — Réglementation.

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent appel d'offres l'exécution des marchés est régie par les :

— clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et services de toute espèce arrêté interministériel du 8 avril 1953)

— le décret n° 49 — 500 du 11 avril 1949 et

— le décret n° 58 — 15 du 8 janvier 1958.

Les arrêtés et décrets indiqués ci-dessus sont contenus dans le « Recueil des Textes » concernant les marchés de travaux ou les marchés de fournitures et services, passés pour l'exécution des conventions de financement conclus entre la Communauté Economique Européenne et les pays associés à la zone franc ainsi que la Côte Française des Somalies. Ce « Recueil » est disponible auprès du Service d'Edition et de Vente des Publications Officielles 39, Rue de la Convention Paris XI<sup>e</sup>, au prix de 5 francs français).

### XXI — Dossier d'appel d'offres

Pour cette consultation, il n'existe pas d'autre document que les présentes indications. Toutefois, le présent texte peut être consulté ou obtenu

— Au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

— Bureau Central des SORAD.

### XXII — Renseignements complémentaires

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

M. le responsable du Bureau Centrale des SORAD.

B.P. 7134 — Lomé - Togo

## ANNEXE TECHNIQUE

à l'appel d'offres Local N° 3 BCS de la République Togolaise

Répartition des Lots N° 4, 5, 6, 7 par SORAD

	Nombre	Plateaux	Centrale
Lot N° 4			
Microscope monoculaire .....	2	1	1
Lot N° 5			
Réfrigérateur à pétrole .....	2	1	1
mèches .....	20	10	10
verres .....	20	10	10
Lot N° 6			
Balance Roberval avec série de			
Poids .....	2	1	1
Filtres à eau 3 bougies .....	2	1	1
Pétromax .....	2	1	1
Verres .....	20	10	10
Manchons .....	20	10	10
Réchaud à pétrole .....	2	1	1
1 feu à mèche .....			
Mèches .....	10	5	5
Lot N° 7			
Armoires à effets .....	2	1	1
Armoires à médicaments .....	2	1	1
Armoires de bureau .....	2	1	1
Lit une personne .....	2	1	1
Lit deux personnes .....	4	1	2
Buffet .....	2	2	1
Table salle à manger .....	2	1	1
Table de bureau .....	2	1	1
Fauteuils .....	8	4	4
Tables basses .....	2	1	1
Sellettes porte-verre .....	2	4	4
Etagère — Bibliothèque .....	2	1	1

## ANNEXE TECHNIQUE

à l'appel d'offre local N° 3/BCS de la République du Togo

## LISTE DES FOURNITURES

DESIGNATION	Nombre	Caractéristiques
Lot n° 1		
Produits pharmaceutiques à usages vétérinaire :		
Sulfate de soude .....	2	Boîte de 5 kg
Bicarbonate de soude .....	5	Boîte de 5 kg
Acide borique .....	2	Boîte de 1 kg
Mercurochrome .....	1	Boîte de 1 kg
Alcool à 95° .....	5	Dame-Jeanne de 20 l
Permanganate de K .....	1	Boîte de 1 kg
Exoseptoplix .....	5	Boîte de 100 gr
Iode .....	5	Flacon de 1 kg
Iodure de Potassium .....	5	Flacon de 1 kg
Glycérine pure .....	5	Bouteille de 1 litre
<b>Tétracycline poudre</b> .....	5	Boîte de 100 gr
Huile de Cade .....	5	Flacon de 1 litre
Caféine .....	5	Boîte de 50 ampoules de 5 cc
Adipaphène .....	25	Boîte de 50 sachets de 15 gr
Chloral .....	1	Flacon de 1 kg
Alunozal .....	20	Boîte de 100 sachets de 15 gr
Formol .....	10	Flacon de 1 kg
Bérénit .....	25	Boîte de 50 sachets de 1,05 gr
Sulfadimérazine injectable .....	100	Flacon de 100 cc
Tigal liquide .....	10	Flacon de 1 litre
Hexamine .....	1	Boîte de 1 kg
Phénol officinal .....	1	Flacon de 1 kg
Huile de ricin .....	10	Flacon de 1 litre
Huile de Paraffine .....	1	Flacon de 1 litre
Cestodouve .....	10	Flacon de 100 cc
Wormex .....	100	Sachet de 500 gr
Violet de gentiane .....	10	Flacon de 100 gr
Lugol .....	10	Flacon de 100 cc
May Grunwald .....	10	Flacon de 100 cc
Giemsa .....	10	Flacon de 100 cc

DESIGNATIONS	Nombre	Caractéristiques
Bleu de méthylène .....	1	Flacon de 1 kg
Huile de Cèdre .....	2	Flacon de 100 cc
Xylol .....	2	Flacon de 100 cc
Coton Hydrophile .....	50	Paquet de 1 kg
Coton cardé .....	50	Paquet de 1 kg
Compresses .....	100	Paquet de 100
<b>Lot n° 2</b>		
Sérum antitétanique .....	10	Ampoule injectable
Sérum anti-gangréneux .....	10	Ampoule injectable
Sérum anti-vénimeux (Bitis Echi) .....	10	Ampoule injectable
<b>Lot n° 3</b>		
Matériel de Laboratoire et Instruments de Chirurgie vétérinaire :		
Verre gradué de 250 cc .....	2	
Lampe à alcool .....	2	
Tubes à essai .....	10	
Boîte de Pétri .....	10	
Plateau émaillé .....	5	
Lamelles .....	20	Boîte de 100 20 x 20
Lames .....	10	Boîte de 100
Bouilleur émaillé .....	2	30 cm
Pinces mousses .....	10	
Pinces à dents de souris .....	10	
Pinces à force-pressure .....	10	
Ciseaux courbes .....	6	
Ciseaux droits .....	6	
Bistouri .....	6	
Trocart .....	5	Grand modèle
Trocart .....	5	Petit modèle
Boc laveur .....	2	
Tuyau caoutchouc .....	5	
Aiguilles hypodermiques .....	50	60 mm 20/10
Aiguilles hypodermiques .....	50	40 mm 15/10
Cat gut .....	6	25 m n° 6
Lin .....	6	25 m n° 6
Sole .....	6	N° 13
Seringue .....	6	20 cc
Seringue .....	20	10 cc
Seringue .....	10	5 cc
Seringue .....	5	1 cc
Pinces Burdizzo .....	3	Grand modèle
Pinces Burdizzo .....	3	Petit modèle
Alambic à pétrole .....	2	
Thermomètre médical .....	10	
Aiguilles de Reverdin .....	3	Forte droite
Aiguilles de Reverdin .....	3	Fine droite
Trousse complète d'autopsie .....	2	
<b>Lot n° 4</b>		
Microscope monculaire .....	2	
<b>Lot n° 5</b>		
Réfrigérateur à pétrole avec 20 verres et 20 mèches .....	2	150 à 220 litres
<b>Lot n° 6</b>		
Equipement en matériel du Centre Zootechnique :		
Balance Roberval avec série de poids .....	2	
Filtre à eau .....	2	10 kg
Pétromax avec 20 verres et manchons .....	2	3 bougies
Réchaud à pétrole .....		1 feu, à mèche
<b>Lot n° 7</b>		
Moblier pour Centre Zootechnique (en bois : (ou métal)		
Armoires à effets .....	2	1,80 m X 1,20 X 0,45
Armoires à médicaments .....	2	Deux battants avec penderie
Armoires de bureau .....	2	Mêmes dimensions — munie de 5 rayons
Lit .....	2	Mêmes dimensions munies de 5 rayons
Lit .....	4	Deux personnes avec matelas
Buffet .....	2	Une personne
Table salle à manger .....	2	0,80 m à 1 m de haut, sur 1,50 m de large
Tables de bureau .....	2	et 40 à 50 cm de profondeur
Fauteuils .....	8	1,90 m de long sur la 1 m de large et 0,80
Tables basses .....	2	de haut
Sellettes porte-verre .....	8	1,80 m de long sur 0,90 m de large et 0,80
Etagère bibliothèque .....	2	de haut avec 2 tiroirs fermant à clef
		Garnis de coussins
		25 à 30 casiers
		Dimensions d'un casier : 0,33 X 0,35 X 0,18

**AVIS D'APPEL D'OFFRES N° BCS lancé par le Bureau Central des SORAD, pour le Projet 212-818-14, financé par la Communauté Economique Européenne.**

I. — **Objet :** Fourniture d'équipement et d'outillage pour deux hangars ateliers dans les SORAD Centrale et des Plateaux.

La demande détaillée, les caractéristiques et qualité de la fourniture demandée font l'objet de l'Appel d'Offres n° 4/BCS qui peut être obtenu gratuitement en langue Française à l'adresse suivante :

Bureau Centrale des SORAD B.P. 7134 — Lomé — Tél. 38-34.

II. — **Estimation :** 9.800.000 CFA.

III. — **Lieu de livraison :** Les fournitures doivent être livrées franco-destination, dans les chefs lieu des SORAD intéressées, suivant la répartition indiquée en annexe de l'Appel d'Offres n° 4/BCS.

IV. — **Délai de livraison.** — Le délai de livraison est fixé à 4 mois.

V. — **Origine** — La fourniture doit avoir pour origine un des Etats membres ou l'un des pays ou territoires d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne.

Les soumissions en langue française devront parvenir par plis recommandés ou être remises contre récépissés à M. le Président de la Commission Consultative des Marchés, Présidence de la République à Lomé, où elles devront parvenir au plus tard le 17 mars 1971 à 17 h.

Ouverture des plis : le 10 mars 1971.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ressortissante des Etats-Membres ou Territoires et Pays d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne et résidant au Togo.

Lomé, le 15 janvier 1971

Le responsable du BCS

E. Chilloh

Ingénieur principal d'agriculture

**APPEL D'OFFRES LOCAL N° 4-BCS, pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne-Fonds Européen de Développement.**

Projet n° 212-818-14

Appel d'Offres par consultation publique pour la fourniture d'équipement et d'outillage pour deux hangars Ateliers dans les SORAD Centrale et des Plateaux.

I. — **Objet :**

Demande d'offre pour la fourniture d'équipement et d'outillage pour deux hangars ateliers de la SORAD Centrale et la SORAD des Plateaux.

Les différentes fournitures sont réparties en 3 lots.

Les spécifications techniques des fournitures demandées sont données en annexe, ainsi que leur répartition par SORAD.

II. — **Garanties.**

Le soumissionnaire devra proposer les garanties commerciales habituelles, en ce qui concerne les lots 1 et 3.

III. — **Service après vente et entretien.**

Le candidat doit disposer ou s'engager à assurer ou à faire assurer dans la République Togolaise un service après vente garantissant l'entretien du matériel et la réapprovisionnement rapide en pièces de rechange.

IV. — **Estimation.**

9.800.000 FCFA.

V. — **Origine.**

La fourniture offerte doit obligatoirement avoir son origine dans l'un des Etats membres, ou des Etats, pays ou Territoires d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne.

VI. — **Monnaie.**

Les paiements de la fourniture sont effectués directement dans la monnaie ayant cours en République Togolaise, ou dans la mon-

naie du pays du siège du bénéficiaire du marché ou du producteur des fournitures.

VII. — **Participation.**

La participation à concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissant des Etats membres ou des Etats, pays et territoire d'Outre-Mer associés à la communauté Economique Européenne en résidence au Togo.

La fourniture doit être livrée, franco destination, le matériel étant monté ou installée, dans les divers magasins des SORAD pré-cités dans la lettre de commande.

IX. — **Délai de livraison.**

La fourniture doit être livrée dans un délai de quatre mois compter de la date de réception de la lettre de commande.

X. — **Pénalité.**

En cas de retard supérieur à une semaine, le fournisseur sera passible d'une amende fixée par jour de retard à 1/1000 du montant total du lot. Cette pénalité sera retenue sur les sommes dues au titre du marché.

XI. — **Cautionnement.**

Un cautionnement définitif d'une valeur égale à 3% du montant total du marché doit être constitué dans les 30 jours suivant réception de la lettre de commande, en tant que garantie des engagements contractés par l'adjudicataire et sera conservé jusqu'à dernière réception des fournitures. Il lui sera remboursé à l'occasion du règlement des dernières livraisons. (cf. art. XVII).

Le fournisseur pourra remplacer le cautionnement réel par un cautionnement personnel et solidaire s'engageant avec lui pour le même montant et le même objet. Le cautionnement sera dû sur simple demande de l'administration togolaise compétente.

Cette caution pourra être valablement fournie par tout Institut installé dans un Etat associé ou dans un Etat membre de la C.E. et habilité par les autorités sous le contrôle desquelles il exerce des activités à délivrer de telles garanties.

XII. — **Réception.**

Les opérations de réception seront faites au siège des SORAD intéressées, par une commission nommée à cet effet.

Le contrôleur délégué du FED ou son représentant assistera à ces opérations.

Les réceptions tant provisoires que définitives — par lot de la fourniture feront l'objet de procès-verbaux qui donneront droit aux paiements correspondants.

A l'expiration du délai de garantie proposé par le soumissionnaire (cf. art. II) et au plus tard six mois après la réception provisoire sera procédé à la réception définitive.

XIII. — **Calcul des prix.**

Les prix unitaire et global de l'offre seront présentés par la fourniture rendue :

a) — au stade « CAF port de débarquement Lomé — Togo » c'est-à-dire à l'exclusion de tous droits et taxes à l'importation

b) — au magasin SORAD à Atakpamé (prix unitaire seulement).

c) — au magasin SORAD à Sokodé (prix unitaire seulement) étant sous-entendus que les frais de transport du stade CAF port de débarquement de Lomé au magasin de la SORAD intéressées seront compris dans les prix b et c.

Les prix ainsi calculés sont fermes et non révisables. Du point de vue de leur montant, les offres seront comparées sur la base des mêmes prix.

XIV. — **Présentation des offres**

a) — Les offres doivent être établies en langue française et sont renfermées dans une enveloppe cachetée, laquelle devra venir par lettre recommandée ou être remise contre récépissé à la Présidence de la République togolaise Commission Consultative des Marchés Lomé-Togo

et porter la mention en rouge au coin supérieur gauche de l'enveloppe : « A n'ouvrir qu'en séance »

Réponse à l'appel d'offre n° 4/BCS pour la fourniture d'équipement et d'outillage pour deux hangars Ateliers, dans la SORAD Centrale et la SORAD des Plateaux.

(Soumission établie en 4 exemplaires).

**b) — Date limite pour la remise des offres**

Les offres devront parvenir, au plus tard, le lundi 8 mars 1971 à 17 heures à l'adresse indiquée ci-dessus.

**c) — L'enveloppe extérieure mentionnée ci-dessus (a) doit contenir :**

— un certificat, selon la loi nationale applicable en la matière attestant le soumissionnaire est ressortissant d'un des Etats membres ou des Etats, Pays et Territoire d'Outre-Mer associés à la CEE. (4 exemplaires)

— une attestation certifiant, pour le matériel offert, que la fourniture proposée sont bien de l'origine et de provenance de producteurs ressortissants des Etats membres ou des Etats, Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à la CEE. (4 exemplaires)

- deux enveloppes cachetées, à savoir :
- la première enveloppe portera la mention

« Appel d'offres n° 4/BCS — Spécifications techniques » et doit contenir

— la description détaillée des matériels offerts, c'est-à-dire tous les renseignements permettant de juger le matériel proposé par exemple résistance du matériel aux conditions climatiques, fonctionnement, capacité,

— l'engagement du fournisseur d'assurer un service après vente et de réparation et éventuellement l'indication des modalités de ce service (agence locale etc...) 4 exemplaires).

— délai de livraison

— La deuxième enveloppe portera la mention

« Appel d'offres n° 4/BCS offres de prix » et contient les offres proprement dites. (4 exemplaires)

Les offres de prix — prix unitaire et global — porteront sur des unités correspondant aux spécifications du matériel mentionné à l'article 1 et seront strictement conformes aux conditions stipulées au présent appel d'offres et notamment à celle fixées aux paragraphes XII et XVII.

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pour une période de 90 jours à compter de la date limite pour la remise des offres.

Les conditions du présent appel d'offres devront être expressément acceptées par le soumissionnaire dans sa soumission. En outre le numéro intitulé du compte bancaire ou postal du soumissionnaire est à indiquer.

**XV — Ouverture des offres.**

Les offres seront ouvertes à Lomé, le mercredi 10 mars 1971 à 15 heures par la Commission Consultative des marchés.

Toute soumission non conforme en tous points aux conditions stipulées par le présent texte ne sera pas prise en considération.

Aucun renseignement ne sera communiqué sur la teneur des propositions reçues.

**XVI. — Commande**

Le soumissionnaire retenu sera informé de son choix par lettre de commande établie sur la base de l'offre retenue sur la base des conditions du présent appel d'offres.

**XVII. — Modalités de paiement**

Il sera payé au fournisseur :

a) pour les lots soumis à garantie :

— 30% du montant de la commande (cf. art. XVIII) à titre d'avance au moment de la commande officielle.

— 60% du montant de la commande après réception provisoire des fournitures au lieu indiqué pour la livraison.

— 10% du montant de la commande pour solde à l'expiration du délai de garantie et après réception définitive constatée par procès-verbaux.

b) — pour les lots non soumis à garantie : la première tranche de 30% sera payée dans les mêmes conditions que pour les lots soumis à garantie.

La seconde et dernière tranche de paiement sera de :

70% du montant de la commande après la réception, au lieu indiqué pour la livraison, qui sera considérée comme réception définitive.

**XVIII. — Paiement.**

Les paiements seront ordonnancés par :

Monsieur le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan de la République Togolaise — Lomé.

Toutes les factures sont à adresser en dix huit exemplaires à l'adresse citée ci-dessus.

Toute correspondance relative à l'exécution des commandes est expédiée à la même adresse.

Une copie des factures ou de la correspondance adressée au Ministère cité ci-dessus doit être simultanément envoyée à l'adresse suivante :

« Monsieur le Contrôleur Délégué du FED (Fonds Européen de Développement) en République Togolaise — B.P. N° 1657 — Lomé Togo ».

Les paiements seront effectués par la Caisse Centrale de Coopération Economique en sa fonction de Payeur délégué du FED par son agence à Lomé en FCFA.

**XIX. — Arbitrage**

En cas de litige lors de l'exécution de la commande (marché) tous les différends seront tranchés définitivement selon le règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

**XX — Réglementation**

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent appel d'offres l'exécution des marchés est régie par les :

— clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et de toute espèce (arrêté interministériel du 8 avril 1953)

— le décret n° 49-500 du 11 avril 1949 et

— le décret n° 58-15 du 8 janvier 1958.

Les arrêtés et décrets indiqués ci-dessus sont contenus dans le « Recueil des Textes » concernant les marchés de travaux ou les marchés de fournitures et services passés pour l'exécution des conventions de financement conclus entre la Communauté Economique Européenne et les pays associés à la zone franc ainsi que la Côte Française des Somalis. Ce « Recueil » est disponible auprès du Service d'Edition et de Vente des Publications Officielles, 39, Rue de la Convention Paris XI<sup>e</sup>, au prix de 5 francs Français).

**XXI. — Dossier d'appel d'offres.**

Pour cette consultation il n'existe pas d'autre document que les présentes indications. Toutefois, le présent texte peut être consulté ou obtenu au

— Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan  
— bureau Central des SORAD.

**XXII. — Renseignements complémentaires.**

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'adresse suivante :

M. le responsable du Bureau Central des SORAD

B.P. 7134 — Lomé-Togo

Lomé, le 11 janvier 1971

Le responsable du BCS,

E. Chilloh

ingénieur principal d'agriculture,



**ANNEXE TECHNIQUE**  
à l'appel d'offre local N° 4/BCS lancé par la République Togolaise

**LISTE DES FOURNITURES**

DESIGNATION	Nombre	CARACTERISTIQUES
<b>Lot N° 1</b>		
Poste de soudure à l'arc sur chariot roulant B.E.M.	2	CIFES-5220-380
Poste de soudure autogène	1	
Pistolet à souder	4	
Palan	2	5 tonnes
Soufflet de forge métallique avec 4 pinces de forge	2	
Cric rouleau hydraulique	2	7 tonnes
Groupe compresseur électrique	2	de 150 litres
Vulcanisation électrique	1	
Chignole à courant	2	220 volts 25 tonnes
Presse hydraulique	2	25 tonnes
Baladeuse avec cable	4	
Meule électrique de 400 mm et lapidaire 300 mm	1	220-380 volts
Contrôleur d'allumage (Flash Electronique)	1	
<b>Alésoir guide comprenant :</b>		
Coffrets de 6 alésoirs	1	10 à 32
Coffrets de 3 alésoirs	1	32 à 60
Pompe de torage à infecteurs complets	1	
Manomètre de contrôle des infecteurs	1	200 w
Chargeur de batterie	1	
<b>Lot N° 2</b>		
Outils tôlerie (ensemble avec vérin)	2	
Caisse à outillage d'atelier	2	Armoire morale
Scie mécanique	1	36 kg
Etau à pied	2	1,40 kg
Etau à main	3	1,00 kg
Enclume	1	35 kg
Enclume	2	5 kg
Marteaux	4	3 kg
Marteaux	4	
Massette à tête plastique	2	
Massette à tête laiton	2	
Extracteur	1	Grand modèle
Burette et seringue à huile	2	
<b>JEU DE CLEF</b>	2	
Clef à dégoujonner		Goujon de 6 à 12
Clef plate		14 à 26
Clef à molette		12 P.
Clef polygonale		6 à 38
Clef 1/2 polygonale		8 à 32
Clef 1/2 plate		
Clef à griffe		
Clef à magnéto		
Clef à Z		
Clef à tournevis		Grand modèle
Clef à criquette		Petite modèle
Clef en tas		
Clef dynamométrique		1/50 grande pression
Clef dynamométrique	2	droit évidé.
Pied à coulisse	6	
Grattoir de mécanicien	6	
Grattoir triangulaire	3	
Super filon	2	Grande et petite dimension
Boîte alphabet	2	Grande et petite dimension
Boîte chiffres	1	
Pèse à cide	1	
Stand de clef à vidange	10	n° 16
Fer à soudure à braise	3	
Lunettes à soudure	2	5 tonnes
Cric ordinaire à pression	3	
Jeu complet de fillères et tarands	2	
Jeu d'arrache moyen	1	
Pompe à graisse	1	à compression d'air
Pompe à graisse	1	à manivelle
Chignole ordinaire	4	à main
Collier à segment	6	modèle à cliquet
Boîte d'emporte pièces	1	
Lève soupape universel	1	
Rode soupape à main	3	
<b>JEU DE PINCES</b>		
Pince à segment à bras articulés	2	
Pince pour ressort de mâchoire de frein	2	
Pince à cylindre de frein	1	Rcc 180 CF
Pince à réglage	4	n° 192 180 X
Pince coupante	4	n° 189-17
Pince à bout pointu	4	
Pince à bout plat	4	
Pince à bout courbé	4	
Pince à soupape	4	n° 183
Pince à gaz	4	
Pince à réglage rouge	4	
Pince à réglage	2	120/1 = 1/2

DESIGNATION	Nombre	Caractéristiques
Paire de pince batterie .....	4	
Extracteur de roulement et de tambour .....	4	
Manivelle et rallonge .....	2	
Démonte ressort .....	4	
Cisaille à fer rond .....	3	
Cisaille à tôle .....	2	n° 122-13
Fôret .....	2	
Lime plate .....	7	350 mm
Lime dalande .....	7	1/2 ronde 300 mm
Lime ronde .....	10	300 mm
Outillage pour dépannage pneu .....	2	1 ensemble équipement
Lot n° 3		
Tour à chariotier et fileter .....	2	1,50 entre pointe et 1,85 mm hauteur sur pointes

## Liste d'équipement d'un hangar-atelier ( Plateaux )

N° de référence	DESIGNATION	Caractéristiques	Nombres
1	Poste de soudure en ARC sur chariot roulant B.E.M. ....	Cifes 220/380	1
3	Pistolet à soudure .....		1
6	Presse Hydraulique .....	25 tonnes	1
9	Meule électrique de 400 mm et lapidaire 300 mm .....	220/380 volts	1
12	Outillage, Tôlerie (ensemble divers avec verins) .....		1
13	Caisse à outillage d'atelier .....	Armoire murale	1
14	Palan 5 tonnes .....	5 tonnes	1
15	Soufflet de forge métallique avec 4 pinces de forge .....		1
18	Etau à pied de .....	36 kgr	1
19	Etau à main de .....	140 kgr	1
21	Enclume de .....	100 kgr	1
22	Marteau de 5 kg .....	5 kgr	2
23	Marteau de 3 kg .....	3 kgr	2
25	Cric rouleuse Hydraulique .....	7 tonnes	1
26	Cric ordinaire à presseoir .....	5 tonnes	1
27	1 Jeu complet de filière et tarauds .....		1
28	1 Jeu d'arrache moyaux .....		1
29	1 Pompe à graisse .....	à compression d'air .....	1
31	Groupe compresseur électrique de .....	150 litres	1
33	Contrôleur d'allumage (flash électronique) .....		1
34	Chignole à courant .....	220 volts	1
35	Chignole ordinaire à main .....		2
38	Collier à segment .....	Modèle à cliquet	4
41	Pince pour ressort de mâchoir de frein .....	1 jeu	1
43	4 Jeux complets de chaque pince .....		2
	Pince à réglage .....	RCC 180 CP	
	Pince bout pointu .....	N° 189.17	
	Pince coupante .....	192-18 Y	
	Pince bout plat .....		
	Pince bout courbé .....	N° 183	
	Pince à soupape .....		
51	Pince à gaz .....		
	1 jeu complet de chaque clé .....	1 jeu de chaque	
	Clé à dégoujonner .....	goujon 6 à 12	
	Clé plate .....	et 14 à 26	
	Clé à molette .....	12 P	
	Clé polygonale .....	6 à 38	
	Clé 1/2 polygonale .....	8 à 32	
	Clé 1/2 plate .....		
	Clé à griffe .....		
	Clé magnéto .....		
	Clé à Z .....		
	Clé à tournevis .....		
	Clé à criquette .....		
	Clé à môle .....		
	Clé en tas .....		
	Clé dynamométrique .....	(grand et petit modèle) .....	1 Jeu
52	Pied à coulisse .....	1/50° grande pression .....	1
53	Grattoir de mécanicien .....	Droit évidé .....	3
54	Grattoir triangulaire .....	Triangulaire .....	3
55	Super-filon .....		2
58	Extracteur de roulement et de tambour .....		2
63	Demande ressort .....		1
64	Cisaille à fer rond .....		1
67	Faret .....		2
68	Baladeuse avec cable .....		
71	Alésoir guide comprenant :		
	1 Coffret de 6 alésoirs .....	10 à 32	
	1 Coffret de 3 alésoirs .....	32 à 60	
	1 Stand de clé à vidange .....		
	2 Boîtes alphabets .....		
	2 Boîtes chiffres .....		
	1 Pompe de tarrage à injecteurs complets .....	(grande et petite dimension)	1
	1 Manomètre de contrôle des injecteurs .....	BOSCH	
	1 Chargeur batterie .....	Westinghouse	
	1 Contrôleur batterie .....	200 W	
	1 Pèse acide .....		
	Supplémentaire :		
	Tour à chariotier et fileter .....	1,50 entre points et 185 mm hauteur sur pointes	1

## LISTE D'EQUIPEMENT HANGAR - ATELIER (Centrale)

N° d'ordre	DESIGNATION	Caractéristiques	Nombre
1	Poste de soudure en ARC sur chariot roulant BEM	CIFES-5220-380	1
2	Poste de soudure autogène		1
3	Pistolet à soudure		3
4	Fer à soudure à braise	N° 16	10
5	Lunette à soudure		3
6	Outillage tolérle (ensemble divers avec verins		1
7	Caisse à outillage d'atelier (FACOM)	armoire murale	1
8	Palan	5 tonnes	1
9	Soufflet de forge métallique avec 4 pinces de forge		1
10	Scie mécanique		1
11	Eteau à pied	de 36 kg	1
12	Eteau à main	de 140 kg	2
13	Enclume	de 35 kg	2
14	Marteaux	de 5 kg	2
15	Marteaux	de 3 kg	2
17	Cric rouleau hydraulique	7 tonnes	1
18	Cric ordinaire à pression	5 tonnes	2
19	Jeu complet de filières et tarauds		1
20	Jeu d'arrache moyaux		1
21	Pompe à graisse	à manivelle	1
22	Groupe compresseur	de 150 litres	1
23	Vulcanisation électrique		1
24	Chignob à courant	de 220 volts	1
25	Chignob à main		2
26	Boîte d'emporte pièces		1
27	Lève Soupape universel		2
28	Collier à segment	Modèle cliquet	1
29	Rode soupape à main		3
30	Jeu de pinces	Jeu	
	Pince à segment à bras articulés		1
	Pince pour ressort de mâchoir à frein		
	Pince à cylindre des freins		
	Jeu complet de chaque pince		
	Pince à réglage	RCC 130 CP	
	Pince coupante	192-18 Y	
	Pince bout pointu	N° 189.17	1
	Pince bout plat		
	Pince bout courbé	N° 183	
	Pince à soupape		
	Pince à gaz		
32	Pince à réglage rouge	120/1 — 1/2	2
33	Pince à réglage		2
34	Massette à tête plastique		2
35	Massette à tête laiton		2
36	Extracteur grand modèle	G.M.	1
37	Burette et seringue à huile		2
38	Jeu complet de chaque clé (SAM MANOUTIL)	Jeu	
	Clé à dégoujonner	goujon 6 à 12	
	Clé plate	14 à 26	
	Clé à moulette	12 P	
	Clé polygonale	6 à 38	
	Clé 1/2 polygonale	8 à 32	1
	Clé 1/2 plate		
	Clé à griffe		
	Clé à magnéto		
	Clé à Z		
	Clé à tournevis		
	Clé à criquette		
	Clé en tas		
	Clé à tôle		
	Clé dynamométrique	grand et petit modèle	
39	Pied à coulisse	1/50 grande pression	1
40	Grattoir de mécanicien	droit évidé	3
41	Grattoir triangulaire	triangulaire	3
42	Paires de pinces batteries	paire	2
43	Extracteur de roulement et extracteur labour		2
44	Manivelle et ralonge		2
45	Lime plate	350 mm	7
46	Lime Dalande	1/2 ronde 300 m/m	7
47	Lime ronde	300 m/m	10
48	Démonte ressort		2
49	Cisaille à tôle	N° 122.12	2
50	Cisaille à fer rond		2
51	Forêt		1
52	Baladeuse avec câble		2
53	Outillage pour dépannage pneu	ensemble équipement	1
55	Presse hydraulique	25 tonnes	1
56	Tour à chariotier et fileter	1,50 entre pointe et 185 mm hauteur sur pointes	1

## Appel d'offre n° 5/BCS

**Objet :** Fourniture d'équipement pour le logement d'un expert en recherche agronomique.

**Programme :** 212.818.14 convention 545/TO contrat AT 685

Le Responsable du Bureau Central a l'honneur de porter à votre connaissance qu'il recevra toute proposition d'offre pour le matériel suivant, formant un seul lot :

Un frigidaire de 330 litres fonctionnant sur courant.

Deux climatiseurs de 1,5 C.V.

Une cuisinière à gaz, avec four.

Les offres devront prendre la forme d'une facture pro-forma ; elles seront fermes et non revisables, à l'exception des modifications éventuelles des taxes par voie légale.

Les offres seront établies à l'exclusion de tous droits et taxe à l'importation.

La fourniture offerte doit obligatoirement avoir son origine dans l'un des Etats membres, ou dans un pays ou territoires associés à la communauté Economique Européenne.

Les offres seront reçues au plus tard jusqu'au 20 janvier 1971 à 17 heures au Bureau Central des SORAD.

Le Responsable du Bureau Central des SORAD se réserve le droit le plus total dans le choix des offres à retenir. Aucun renseignement ne sera fourni aux soumissionnaires sur les raisons de ce choix.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au Bureau Central des SORAD.

Lomé, le 11 janvier 1971

*Le responsable du Bureau Central des SORAD,*

*E. Chilloh*

*ingénieur principal d'agriculture,*

